



Société anonyme au capital de 183.778,78 euros  
Siège social : 10 rue Mercœur 75011 Paris  
RCS de Paris 349 694 893

## RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2013

## PLAN DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2013

I.	Attestation de responsabilité .....	3
II.	Rapport de Gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte annuelle du 17 juin 2014.....	4
III.	Rapport de responsabilité sociale, environnementale et sociétale.....	27
IV.	Communiqué relatif aux honoraires des contrôleurs légaux des comptes.....	41
V.	Comptes consolidés et annexes.....	42
VI.	Comptes sociaux et annexes.....	82
VII.	Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes statutaires et consolidés.....	109
VIII.	Rapport du commissaire aux comptes sur les infirmations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion .....	115

## ATTESTATION DE RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

### RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Madame Marie Meynadier, Directeur Général de EOS IMAGING.

### ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et du Groupe, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté. »

Marie Meynadier, Directeur Général de EOS Imaging

**EOS IMAGING**  
**Société anonyme au capital de 183.778,78 Euros**  
**Siège Social : 10, rue Mercoeur, 75011 Paris**  
**349 694 893 RCS PARIS**

**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES  
SOCIAUX ET LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE  
31 DECEMBRE 2013**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de gestion établi par votre Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L 232-1 du Code de commerce.

Votre Conseil d'administration vous a réunis en Assemblée Générale afin de vous informer de la marche des affaires de notre Société au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2013, de vous présenter les comptes et résultats et de les soumettre à votre approbation.

Les rapports de vos Commissaires aux comptes, celui de votre Conseil d'administration, l'inventaire et les comptes de l'exercice et plus généralement l'ensemble des documents et renseignements énumérés par les articles L225-115 et R 225682 du Code de Commerce ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Votre Conseil d'administration, lors de sa séance du 8 avril 2014, a procédé à l'examen des comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 décembre 2013 et a arrêté lesdits comptes. Ces comptes consolidés ont été établis selon le référentiel IFRS.

## **1. SITUATION DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

### **1.1. COMPTE RENDU DE L'ACTIVITE ET EVENEMENTS IMPORTANTS AU COURS DE L'EXERCICE 2013**

Le Groupe développe et commercialise EOS, une modalité d'imagerie médicale innovante dédiée aux pathologies ostéo-articulaires, ainsi que la station de revue d'images sterEOS qui lui est associée. Avec l'intégration de la société OneFit Medical en novembre 2013, le Groupe intègre désormais dans son offre un service de planification 3D de chirurgie de prothèse et la vente de guides de coupe orthopédiques personnalisés, aujourd'hui fondés sur l'image scanner ou IRM.

#### **1.1.1. Evènements marquants de l'exercice**

##### **Développement en Asie**

Au cours de l'exercice 2013, EOS imaging a déployé son organisation commerciale en Asie, avec notamment la signature de plusieurs nouveaux accords de distribution dans la région et le recrutement d'un responsable régional des ventes rattaché au bureau de Singapour ouvert en mai 2013.

Le marché asiatique de l'imagerie médicale est en forte croissance et représente environ 41 % du marché mondial, avec une forte demande pour des systèmes d'imagerie innovants. Aussi, cette nouvelle organisation permet à EOS imaging d'élargir sa zone de commercialisation et d'accéder à une nouvelle partie significative de son marché.

Une étape décisive a été franchie par EOS imaging en octobre 2013, date d'obtention des autorisations réglementaires de commercialisation des équipements EOS au Japon. Ce marché, qui représente 17% du marché mondial de l'imagerie médicale, est le deuxième marché mondial après les États-Unis. La signature d'un accord de distribution auprès d'un partenaire local, associée à de premières actions commerciales sur le pays en 2013 ont permis de réaliser en fin d'année la vente de trois premiers équipements EOS sur le marché japonais.

Le premier équipement a été installé en décembre 2013 au Niigata Spine Surgery Center, établissement spécialisé dans le traitement des pathologies du rachis des adultes et des enfants, également reconnu pour ses importants travaux de recherche clinique.

L'équipement EOS a désormais les autorisations de mise sur le marché dans plus de 30 pays.

##### **Acquisition de la société OneFit Medical**

Le 27 novembre 2013, EOS imaging a acquis la société OneFit Medical pour 4 millions d'euros, dont 500 k€ en numéraire et l'équivalent de 3,5 millions d'euros par l'émission au bénéfice de OneFit Medical de 603.449 ABSA de EOS imaging. En outre, un complément de prix de 1 million d'euros, lié à la réalisation d'objectifs réglementaires et de chiffre d'affaires, sera versé à OneFit Medical sous la forme d'attribution de BSA permettant de souscrire 172.416 nouvelles actions d'EOS imaging.

Créée en août 2011 à Besançon, OneFit Medical développe et commercialise des solutions personnalisées en orthopédie pour la pose de prothèses de genou et de hanche, qui permettent aux chirurgiens de disposer au bloc opératoire de guides de coupe adaptés à l'anatomie de chaque patient. Ces guides, réalisés à partir d'images scanner ou IRM sont vendus par les sociétés d'implants avec l'implant associé.

La société OneFit Medical bénéficie du marquage CE pour ses logiciels de planification des chirurgies du genou et de la hanche. Certifiée ISO 13485, OneFit Medical commercialise ses solutions depuis avril 2012.

L'offre logicielle de OneFit Medical sera étendue aux examens EOS et intégrée à la palette des logiciels métier actuellement développés par EOS imaging. En parallèle, OneFit Medical continuera d'offrir ses services aux sociétés d'implants et de développer de nouvelles solutions innovantes pour la simplification et l'amélioration de la qualité de la chirurgie de prothèse.

### Commercialisation de la fonctionnalité Microdose

EOS imaging a poursuivi sa démarche de progrès engagée dans la réduction de la dose de rayonnement d'origine médicale. Le lancement en septembre 2013 de la fonctionnalité Micro Dose pour l'imagerie pédiatrique a marqué une étape décisive en ce domaine. L'équipement EOS permet déjà de réduire le rayonnement de 50 à 90% comparé à la radiographie digitale ou standard. La nouvelle fonctionnalité Micro Dose réduit d'un facteur 7 la dose standard EOS et apporte une réponse radicale aux orthopédistes soucieux de réaliser le suivi des scolioses de leurs patients avec une technologie très peu irradiante, ceci afin de limiter tout risque de les voir développer un cancer en raison d'une exposition excessive à des rayonnements d'origine médicale.

Micro Dose est proposée en Europe en option sur toutes les nouvelles installations de systèmes EOS ainsi que sur les systèmes existants.

### Titres et récompenses

EOS imaging a reçu le prix Frost & Sullivan de l'innovation en imagerie médicale pour sa solution innovante d'imagerie du système ostéo-articulaire EOS.

Le Groupe a également été récompensé par le prix Deloitte France 2013 Technology Fast 50 pour la forte croissance de son activité.

#### 1.1.2. Recherche et Développement

EOS imaging a constitué une équipe de 38 ingénieurs de recherche et développement basée en France, à Paris et Besançon.

En 2013, la Société a poursuivi ses programmes de développement engagés en 2012, orientés vers la mise au point de nouvelles fonctions logicielles et matérielles associées à EOS et visant des applications spécifiques aux pathologies ostéo-articulaires.

La Société a ainsi déployé en 2013 une nouvelle version de la station de revue d'images sterEOS qui intègre l'analyse posturale du patient, particulièrement dédiée aux pathologies dégénératives du rachis et aux chirurgies qui lui sont associées.

Dans le cadre du programme Européen Eurostars lancé en 2012 en collaboration avec deux partenaires allemands, EOS imaging a poursuivi le développement d'une solution logicielle de simulation d'intervention chirurgicale avec pose d'implants orthopédiques.

La société a également poursuivi un projet initié en 2012 consacré à la prédiction du risque fracturaire par le système d'imagerie EOS chez l'adulte vieillissant. Ce projet repose sur l'analyse micro- et macro-architecturale. Financé par le FUI, il regroupe des partenaires académiques, cliniques et industriels.

Par ailleurs, EOS imaging a lancé en début d'année un nouveau programme axé sur le développement d'une solution innovante d'échanges de données patients entre les différents acteurs du parcours de soin. Il est développé en collaboration avec l'APHP, un CHU lorrain, un industriel français et un centre de radiologie privée. Ce projet, présenté dans le cadre d'un appel à projet pour « le développement de services numériques pour la santé et l'autonomie » est financé par le programme

« Investissements d'Avenir » dédiés au développement de l'économie numérique. Il est labellisé Medicen.

Enfin, la société poursuit ses recherches visant l'apport de nouvelles fonctionnalités à l'équipement EOS, telles que la fonction Microdose, et à la réduction de son coût de fabrication. A ce titre, elle a obtenu de la BPI un prêt à taux zéro pour l'innovation d'un montant de 1,5m€.

### 1.1.3. Production et maintenance

Comme indiqué précédemment, EOS imaging a poursuivi sa démarche de progrès engagée dans la réduction de la dose de rayonnement médical. Depuis janvier 2014, la gamme de production intègre donc en Europe la fonctionnalité Micro Dose qui est proposée en option sur toutes les nouvelles installations de systèmes EOS ainsi que sur les systèmes existants.

Le volume de production 2013, soit 34 équipements produits, n'a pas encore permis d'optimiser le processus de fabrication ni de réaliser d'économies d'échelle significatives au niveau des consommations. Toutefois, la démarche engagée depuis 2011 pour optimiser le processus de fabrication - qui s'est traduite par une réduction significative du coût de production des équipements EOS pendant 2 exercices consécutifs - s'est poursuivie en 2013. Aussi, de nouveaux vecteurs de réduction de coûts de production ont été intégrés en fin d'année dans la fabrication des équipements. Cette nouvelle source de réduction du coût de production sera plus amplement reflétée en 2014.

Par ailleurs, la poursuite de la démarche de fiabilisation de certains composants a permis d'obtenir de nouvelles réductions du coût de maintenance des bases installées, permettant une amélioration du taux de marge sur coûts directs de 2 points.

Les équipes de maintenance ont été stables sur la période en dépit d'une progression significative des volumes d'installation et de maintenance, permettant d'obtenir une amélioration complémentaire de 2 points du taux de marge sur coûts directs.

Enfin, depuis l'acquisition de la société OneFit Medical en novembre 2013, le Groupe EOS imaging produit désormais des guides de coupe, dont la fabrication par imprimante 3D est sous-traitée à une société stéphanoise. Il est associé à ce type d'activité un taux de marge supérieur à celui des ventes d'équipements. Son incidence, limitée sur le taux de marge 2013, sera plus amplement reflétée dans la marge consolidée du Groupe en 2014.

Il résulte de l'évolution favorable des paramètres industriels et du mix produit une amélioration sur l'exercice de 4 points du taux de marge brute sur coûts directs (réduite à 3 points après prise en compte de l'effet taux de change \$/€ défavorable). Le Groupe entend poursuivre sa démarche de réduction des coûts des ventes, engagée depuis 2011 et reflétée pour le troisième exercice consécutif dans la progression de son taux de marge brute.

### 1.1.4. Clinique

L'équipe clinique est composée de cinq collaborateurs, dont une Directrice des Affaires Médicales, recrutée fin 2013. La société a poursuivi en 2013 l'accompagnement de travaux cliniques menés par de nombreuses équipes utilisatrices d'EOS dans le monde. Les études menées dans les années précédentes ont conduit en 2013 à la publication de 18 articles médicaux dans des revues internationales à fort facteur d'impact (supérieur à 1,6). Parmi ces communications 2013, citons en particulier les résultats suivants :

En mai 2013, une nouvelle étude présentée lors du congrès annuel de la Pediatric Orthopaedic Society of North America (POSNA) a démontré la supériorité de la précision de certaines mesures obtenues avec le système EOS® par rapport à la radiologie conventionnelle ou au scanner. Cette étude, dont l'objet était d'évaluer les mesures réalisées avec trois systèmes différents (radiographie conventionnelle, scanner et EOS) afin de comparer la précision des mesures et l'irradiation associée, a conclu qu'il est possible d'obtenir avec EOS® des mesures plus précises qu'avec un scanner ou une radiographie conventionnelle, et avec une dose de rayons X largement inférieure.

En juin et juillet 2013, deux études portant sur l'utilisation du corset correctif chez les patients atteints de scoliose idiopathique de l'adolescence (SIA) ont été publiées par le European Spine Journal. Ces études ont démontré l'intérêt de l'imagerie basse dose et 3D permise par le système EOS pour le contrôle de la pose du corset, la mesure de l'évolution de la pathologie et de l'impact correctif du traitement par corset.

#### 1.1.5. Vente et Marketing

Comme indiqué précédemment, EOS imaging a franchi en 2013 une nouvelle étape majeure de son développement commercial, avec l'ouverture en mai 2013 d'un bureau à Singapour, associée au recrutement d'un Regional Sales Manager et la signature de nouveaux accords de distribution en Asie. En outre, suite à l'obtention en septembre 2013 des autorisations réglementaires de commercialisation des équipements EOS au Japon, EOS imaging a réalisé en fin d'année la vente de trois premiers équipements sur le marché japonais.

Le premier équipement japonais a été installé en décembre 2013 au Niigata Spine Surgery Center, établissement spécialisé dans le traitement des pathologies du rachis des adultes et des enfants.

D'autres ventes ont été réalisées sur l'exercice 2013 sur la zone Asie-Pacifique.

#### 1.1.6. Ressources humaines

Le Groupe a poursuivi ses recrutements au cours de l'exercice 2013 pour accompagner son développement. Ainsi, l'effectif consolidé d'EOS imaging au 31 décembre 2013 est de 101 personnes, contre 63 au 31 décembre 2012.

L'augmentation nette de 38 personnes au cours de l'exercice s'explique tout d'abord par l'acquisition de OneFit Medical, qui s'est traduite par un effectif supplémentaire de 18 personnes au 31 décembre 2013.

Parmi les 20 recrutements réalisés par EOS imaging en dehors de cette acquisition, 6 recrutements ont été réalisés dans les équipes de production et de maintenance dans le cadre du renforcement des fonctions support (back office et supply chain) mais également en raison de la progression des volumes de production et du nombre d'équipements maintenus.

L'équipe de R&D à Paris s'est étoffée de 5 personnes dans le cadre de la poursuite des développements menés sur de nouvelles fonctionnalités logicielles et matérielles.

Les équipes cliniques ont également progressé de 3 personnes, dont le recrutement d'une directrice des affaires cliniques.

Enfin, les équipes de ventes et de marketing ont progressé de 3 personnes, dont le recrutement d'un Regional Sales Manager en Asie, et celui d'ingénieurs d'application en Amérique du Nord. Le reste des recrutements a été réalisé au sein des équipes qualité et administrative.

L'effectif moyen consolidé est ainsi passé de 58 personnes en 2012 à 77 personnes en 2013.



### 1.1.6 Progrès réalisés/difficultés rencontrées

La poursuite en 2013 d'une excellente dynamique commerciale s'est traduite par un nombre record de ventes d'équipements associé à une progression de plus de 60% du chiffre d'affaires. L'adoption d'EOS par de nouveaux établissements de référence confirme la position d'EOS comme le matériel le plus innovant sur le marché pour l'imagerie du squelette.

Les difficultés rencontrées par le Groupe sont essentiellement liées aux politiques de maîtrise des dépenses de santé publique, qui peuvent se traduire par un ralentissement du processus de décision d'investissement, ceci de manière cyclique et différenciée selon le marché. Le développement significatif en 2013 du chiffre d'affaires à l'export, notamment en Asie, doit se poursuivre et permettre à terme à EOS imaging d'équilibrer sa présence sur ses trois principaux marchés et réduire ainsi l'incidence des fluctuations conjoncturelles locales.

De plus, l'acquisition de OneFit Medical en novembre 2013 a permis d'élargir l'offre d'EOS imaging à de nouveaux services et instruments personnalisés pour l'orthopédie, et doit réduire à terme la contribution des ventes d'équipements médicaux dans le chiffre d'affaires du Groupe.

### 1.1.7 Divers

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 31 décembre 2012 avait attribué à Messieurs Michael J Dormer, Eric Beard, Stéphane Sallmard et Philip Whitehead des Bons de Souscription en Actions, dont 40 000 ont été souscrits en 2013.

UFG Siparex a démissionné de son mandat d'administrateur le 4 février 2013.

## 1.2 Résultat des activités

### 1.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires annuel 2013 s'élève à 15,17 millions d'euros, en progression de 61% par rapport à l'exercice précédent.

Avec la vente de 34 équipements contre 21 en 2012, les ventes d'équipements ont progressé de 58% sur l'exercice et s'élèvent à 13,45 millions d'euros au 31 décembre 2013. Le prix de vente moyen par équipement est de 395 K€, contre 406 K€ en 2012. A taux de change comparable, le prix de vente moyen s'élève à 400 K€.

Les ventes de services ont progressé de 71% et s'élèvent à 1,54 million d'euros contre 0,90 million d'euros l'année passée.

Ce chiffre d'affaires intègre également les ventes de la société OneFit Medical acquise en novembre 2013. Les ventes de guide de coupe chirurgicaux personnalisés et de services associés s'élèvent à 200 K€.

### 1.2.2. Autres produits

Les autres produits correspondent aux financements publics obtenus dans le cadre des programmes de recherche (Crédit Impôt Recherche et subventions). Ils se sont élevés à 1 503K€, en progression de 55% par rapport à l'exercice précédent.

Le Crédit d'Impôt Recherche s'élève à 1 051K€, en hausse de 10% par rapport à 2012, corrélativement à la progression des dépenses de recherche exposées au cours de l'exercice.

Les subventions s'élèvent à 452K€, contre 14K€ en 2012. Cette progression reflète les dépenses exposées au titre de trois programmes européens et nationaux et qui ont débuté fin 2012 et qui ont été mieux reflétés dans les comptes 2013.

Le montant des subventions et du Crédit d'Impôt Recherche inscrits au résultat sur l'exercice sont retraités de la quote-part de financement des dépenses de recherche activés sur l'exercice. Le montant brut des financements publics comptabilisés sur l'exercice est de 1 806K€.

### 1.2.3. Coûts directs des ventes

Le taux de marge sur coûts directs des ventes a poursuivi sa progression et s'établit à 43% en 2013 contre 40% en 2012.

Comme indiqué au chapitre 1.1.2, le volume de production 2013, soit 34 équipements produits, n'a pas encore permis d'optimiser le processus de fabrication ni de réaliser d'économies d'échelle significatives. Toutefois, la démarche engagée depuis 2011 pour optimiser le processus de fabrication s'est poursuivie en 2013, et de nouveaux vecteurs de réduction de coûts de production intégrés en fin d'année sera plus amplement reflétée en 2014.

La poursuite de la démarche de fiabilisation de certains composants a permis d'obtenir de nouvelles réductions du coûts de maintenance des bases installées, permettant une amélioration du taux de marge sur coûts directs de 2 points.

Les charges de personnel, constituées des coûts salariaux des équipes dédiées à l'installation et la maintenance des équipements, sont stables sur la période en dépit d'une progression significative des volumes d'installation et de maintenance, permettant d'obtenir une amélioration complémentaire de 2 points du taux de marge sur coûts directs.

Les redevances versées aux laboratoires partenaires d'EOS imaging au titre des accords de licence ont représenté 2,5% des ventes d'équipements, contre 2% en 2012. Ce taux est désormais stable jusqu'à la fin du contrat de licence.

Enfin, l'intégration des ventes de la société OneFit Medical, auxquelles est associé un taux de marge supérieur à celui des ventes d'équipements a une incidence limitée sur le taux de marge 2013, mais sera plus amplement reflétée dans la marge consolidée du Groupe en 2014.

Il résulte de l'évolution favorable des paramètres industriels et du mix produit une amélioration de 4 points du taux de marge brute sur coûts directs. Après prise en compte de l'effet taux de change €/€ défavorable qui a pénalisé le taux de marge de 1 point, la progression du taux de marge brute sur coûts directs est de 3 points sur l'exercice.

### 1.2.4. Coûts indirects de production et de services

Les coûts indirects de production ont progressé de 42% sur l'exercice. Ils se composent des salaires et du coût de sous-traitance des fonctions n'intervenant pas directement dans le processus de production ou de maintenance (gestion des achats, de la planification, du contrôle qualité et back office), ainsi que des frais de déplacement et des achats externes. Leur progression sur l'exercice reflète le renforcement des fonctions support, notamment en back office et en supply chain.

### 1.2.5. Frais de recherche et développement

L'activité de l'équipe de Recherche et Développement s'est poursuivie dans le cadre du développement des fonctionnalités d'EOS pour la chirurgie orthopédique, telles que présentées au chapitre 1.1.1. Les frais de recherche et développement se sont élevés à 2 598K€ contre 2 164€ en 2012. Ces coûts intègrent la charge d'amortissement des coûts de développement activés, dont le montant net inscrit à l'actif au 31 décembre 2013 s'élève à 1 015K€.

### 1.2.6. Frais de ventes, marketing et clinique

Les dépenses de ventes, marketing et clinique ont progressé de 21 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par les recrutements réalisés au cours de l'exercice, notamment dans le domaine clinique, et par les recrutements réalisés au cours de l'année 2012, reflétés en totalité en 2013. Elle s'explique également par la poursuite du développement de la présence du Groupe sur ses marchés.

### 1.2.7. Coûts réglementaires

Les dépenses réglementaires ont diminué de 15% au cours de l'exercice. Cette évolution résulte essentiellement de dépenses réglementaires significatives exposées en fin d'année 2012 dans le cadre du lancement de démarches visant à étendre les accords réglementaires du Groupe à de nouveaux marchés. Ces démarches se sont poursuivies en 2013, entraînant toutefois des dépenses externes moins significatives sur la période.

### 1.2.8. Frais administratifs

Les coûts administratifs ont progressé de 13% sur l'exercice 2013. Cette progression de 313K€ s'explique essentiellement par une baisse de la masse salariale de 135K€ (liée à des bonus exceptionnels versés en 2012 dans le cadre de l'introduction en bourse de la société) et à la progression des loyers et des honoraires (dont 125K€ liés à l'acquisition de la société OneFit Medical).

### 1.2.9 Paiement fondé sur des actions

Au cours de l'exercice précédent, le Conseil d'Administration a procédé à l'attribution d'actions gratuites, de stock-options et de BSA. La charge résultant de ces attributions est définie par application du modèle Black-Scholes selon les hypothèses développées à la note 17 des états financiers consolidés. Elle s'élève en 2013 à 1 125K€ contre 1 404K€ en 2012.

### 1.2.10 Résultat financier

Le résultat financier net est positif de 486K€ vs 474K€ en 2012.

Les produits financiers correspondent aux produits de placements des fonds levés lors de l'introduction en bourse de la société sous forme de dépôts à terme.

### 1.2.11. Résultat de l'exercice

Le résultat net du Groupe pour l'exercice 2013 est une perte de 5 884K€ contre une perte de 7 223€ en 2012. La progression des ventes, associée à la poursuite de l'amélioration du taux de marge brute, et l'augmentation maîtrisées des dépenses opérationnelles a permis de réduire de 19% les pertes du Groupe au cours de l'exercice.

### 1.3 Description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté

Les risques auxquels le Groupe est confronté ont été décrits dans le document de base qui date de décembre 2011. Le type de risque et leur nature n'ont pas évolué à la date de rédaction du présent rapport, à l'exception du risque de liquidité, qui est écarté sur le moyen terme compte tenu des fonds levés par le Groupe lors de son introduction sur le marché réglementé NYSE Euronext à Paris le 16 février 2012.

### 1.4 Litiges

Aucun nouveau litige n'est connu par le Groupe. La seule créance client pour laquelle un risque de non recouvrement est identifié est dépréciée en totalité dans les comptes.

### 1.5 Evolution et perspectives d'avenir

Le Groupe poursuit le développement des fonctionnalités du produit EOS, en particulier dans les domaines de la planification et du contrôle chirurgical. L'acquisition de OneFit Medical en novembre 2013 a permis d'élargir l'offre d'EOS imaging à de nouveaux services et instruments personnalisés pour l'orthopédie.

Les nouvelles publications médicales et l'adoption d'EOS par de nouveaux établissements de référence confirme la position d'EOS comme le matériel le plus innovant sur le marché pour l'imagerie du squelette et doivent faciliter l'accélération des ventes de l'équipement EOS.

Le développement significatif de l'activité du Groupe à l'international, et notamment en Asie, doit se poursuivre et permettre à terme à EOS imaging d'équilibrer sa présence sur ses trois principaux marchés.

### 1.6 Filiales et participations

Le Groupe est constitué de la société EOS imaging SA, qui détient 100% du capital de ses quatre filiales :

#### EOS imaging Inc:

Basée aux Etats-Unis, EOS imaging , INC. est une société de droit américain au capital de \$1 dont le siège social est au 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe sur le territoire américain.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 5 235 KUSD (soit 3 942k€) et une perte nette de 2 617KUSD (soit 1 971K€).

#### EOS imaging GmbH :

Basée en Allemagne, EOS Imaging GmbH est une société de droit allemand au capital de 25 000 euros, dont le siège social est au Theodor-Stern- Kai 1, 60596 Frankfurt am Main.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe en Allemagne.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 910K€ et une perte nette de 79K€.

#### EOS image, Inc :

Basée au Canada, EOS image Inc est une société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, dont le siège social est situé 3630 Montée Saint Hubert, à Montréal, Québec, Canada.

Cette entité assure la commercialisation des produits du Groupe sur le territoire canadien.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 1 338 KCAD (soit 978K€) et une perte de 290KCAD (soit 212K€).

OneFit Medical SAS :

Basée en France, OneFit Medical est une société par actions simplifiée dont le siège social est situé 18 rue Alain Savary, à Besançon.

Cette entité développe et commercialise des solutions logicielles et des guides de coupe personnalisés pour l'orthopédie.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 482 K€ et une perte de 190K€. La société est consolidée dans les comptes du Groupe depuis son acquisition.

Au titre de l'exercice 2013, EOS imaging SA a facturé à ses filiales :

- des cessions d'équipement pour un montant de 4 207K€ ;
- des management fees d'un montant de 662K€ ;
- des intérêts sur compte courant pour un montant 42K€.

1.7 Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé jusqu'à la date d'établissement du présent rapport

Néant

## **2. SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

### **2.1. Compte rendu de l'activité et événements importants au cours de l'exercice 2013**

Les faits marquants pour la société mère du Groupe ont été présentés au chapitre 1.1. ci-dessus.

### **2.2. Changement de composition du conseil d'administration**

Comme indiqué dans le chapitre 1.1.7, UFG Siparex a démissionné de son mandat d'administrateur le 4 février 2013.

### **2.3. Ressources humaines**

Tel que présenté au chapitre 1.1.5, la société a poursuivi ses recrutements en 2013, avec, notamment, le recrutement d'un Regional Sales Manager basé au bureau de Singapour et d'une Directrice des Affaires Cliniques, de même que le renforcement des équipes de production, de maintenance et de R&D.

L'effectif moyen de la société est passé de 48 personnes en 2012 à 59 personnes en 2013. L'effectif total est de 68 personnes au 31 décembre 2013, contre 53 personnes au 31 décembre 2012.

### **2.4. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière, notamment de la situation d'endettement de la Société au regard du volume et de la complexité des affaires**

L'activité de la société peut être assimilée à celle du Groupe, puisque les 3 filiales étrangères du Groupe ont une activité limitée à la vente des équipements EOS sur leurs marchés, et que l'activité de OneFit Medical peut être considérée en 2013 comme non significative au niveau du Groupe.

Aussi, nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1. ci-dessus.

Les dettes comptabilisées au 31.12.2013 avec le comparatif 2012 sont les suivantes (€) :

<b>Dettes</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1.000.000	
Emprunts et dettes financières divers	6.532.647	25.652
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.830.851	2.200.695
Dettes fiscales et sociales	1.773.284	1.412.486
Autres dettes	1.001.351	772.256
Produits constatés d'avance	276.027	204.727
<b>TOTAL</b>	<b>14.414.160</b>	<b>4.615.815</b>

### **2.5. Description des principaux risques et incertitudes et gestion des risques**

L'activité de la société peut être assimilée à celle du Groupe. Aussi, nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.3. ci-dessus.

## 2.6. Litiges

Aucun litige n'est porté à la connaissance de la société au 31 décembre 2013.

## 2.7. Activité en matière de Recherche et Développement

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1.1. ci-dessus.

## 2.8. Résultats sociaux

Les comptes sociaux de la société vous sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Les résultats de l'exercice 2013 avec le comparatif par rapport à l'exercice 2012, sont les suivants :

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Le chiffre d'affaires s'élève à :	€ 13.350.424	€ 8.311.867
Le total des produits d'exploitation s'élève à :	€ 15.398.860	€ 9.544.550
Le total des charges d'exploitation s'élève à :	€ 19.941.260	€ 14.916.927
D'où un résultat d'exploitation de :	€ (4.542.400)	€ (5.372.377)
Le total des produits financiers s'élève à :	€ 3.639.682	€ 1.126.894
Le total des charges financières s'élève à :	€ 5.565.111	€ (4.902.151)
D'où un résultat financier de :	€ (1.925.429)	€ (3.775.257)
Le résultat courant avant impôt de :	€ (6.467.829)	€ (9.147.634)
Le total des produits exceptionnels s'élève à :	€ 97.919	€ 62.862
Le total des charges exceptionnelles s'élève à :	€ 36.704	€ 173.491
D'où un résultat exceptionnel de :	€ 61.215	€ (110.629)
Impôt sur les sociétés :	€ (1.020.985)	€ (955.491)
Perte nette comptable :	€ (5.385.629)	€ (8.302.772)

Les capitaux propres au 31 décembre 2013, s'élèvent à 25.341.460 €.

## 2.9. Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1.6. ci-dessus.

#### 2.10. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs

En application de l'article D441-4 du Code de Commerce, la société présente ci-dessous la décomposition au 31 Décembre 2013 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En €	Total	Moins de 30 jours	Entre 31 et 60 jours	Plus de 60 jours
Au 31/12/2013	2.145.857	1.961.001	72.770	112.085
Au 31/12/2012	1.140.483	845.940	225.477	69.066

Les dettes de plus de 60 jours résultent d'accords spécifiques avec certains fournisseurs.

#### 2.11. Informations sociales

Au 31 décembre 2013, l'effectif de la société était de 68 salariés contre 53 salariés au 31 décembre 2012. L'effectif de 68 salariés comprenait 63 salariés en contrat à durée indéterminée et 5 salariés en contrat à durée déterminée. Aucun salarié démissionnaire, en arrêt de travail ou en congé parental d'éducation n'était à signaler au 31 décembre 2013.

#### 2.12. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2013, soit 5.385.629 €, au compte report à nouveau qui sera ainsi porté d'un montant débiteur de 31.488.486 € à un montant débiteur de 36.874.115 €.

#### 2.13. Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Vous trouverez en annexe le tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

#### 2.14. Montant des dividendes et avoir fiscal des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions légales (article 243 bis du code général des impôts), il est rappelé qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au cours des trois derniers exercices.

#### 2.15. Les dépenses somptuaires et charges non déductibles (CGI 39-4 et 223 quater)

Conformément aux dispositions des articles 39-4 et 223 quater du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé font apparaître une somme correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement d'un montant de 18 367 €.

#### 2.16. Quitus aux administrateurs

Le conseil et son président demandent à l'assemblée de bien vouloir leur donner quitus pour leur gestion au cours de l'exercice.



## 2.17. Filiales et participations

### 2.17.1. Prises de participation significatives ou prises de contrôle

Comme indiqué aux chapitres 1.1 et 1.6, EOS imaging a acquis le 27 novembre 2013 la société OneFit Medical. Les comptes de cette société sont consolidés dans les comptes du Groupe selon la méthode de l'intégration globale.

### 2.17.2 Aliénations d'actions intervenues pour régulariser les participations croisées

Nous vous informons que la Société n'a pas eu à procéder à des aliénations d'actions en vue de mettre fin aux participations croisées prohibées par les articles L233-29 et L233-30 du Code de Commerce.

### 2.17.3. Cessions de participations

Nous vous informons que la Société n'a cédé aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

### 2.17.4. Activité des filiales et des sociétés contrôlées

Tel qu'indiqué au chapitre 1.6., nous vous rappelons que le Groupe est constitué de la société EOS imaging SA, qui détient 100% du capital de quatre filiales :

#### EOS imaging Inc:

Basée aux Etats-Unis, EOS imaging , INC. est une société de droit américain au capital de \$1 dont le siège social est au 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe sur le territoire américain.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 5 235 KUSD (soit 3 942k€) et une perte nette de 2 617KUSD (soit 1 971K€).

#### EOS imaging GmbH :

Basée en Allemagne, EOS Imaging GmbH est une société de droit allemand au capital de 25 000 euros, dont le siège social est au Theodor-Stern- Kai 1, 60596 Frankfurt am Main.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe en Allemagne.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 910K€ et une perte nette de 79K€.

#### EOS image, Inc :

Basée au Canada, EOS image Inc est une société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, dont le siège social est situé 3630 Montée Saint Hubert, à Montréal, Québec, Canada.

Cette entité assure la commercialisation des produits du Groupe sur le territoire canadien.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 1 338 KCAD (soit 978K€) et une perte de 290KCAD (soit 212K€).

#### OneFit Medical SAS :

Basée en France, OneFit Medical est une société par actions simplifiée dont le siège social est situé 18 rue Alain Savary, à Besançon.

Cette entité développe et commercialise des solutions logicielles et des guides de coupe personnalisés pour l'orthopédie.

Au 31 décembre 2013, elle affiche un chiffre d'affaires de 482 K€ et une perte de 190K€. La société est consolidée dans les comptes du Groupe depuis son acquisition.

Au titre de l'exercice 2013, EOS imaging SA a facturé à ses filiales des management fees d'un montant de 662K€ et des intérêts sur compte courant pour un montant 42K€.

2.17.5 Manière dont les filiales étrangères prennent en compte l'impact de leurs activités sur développement régional et les populations locales :

Les salariés des filiales étrangères ont été tous recrutés dans leurs bassins d'emploi.

**3. INFORMATION RELATIVE AU CAPITAL DE LA SOCIETE**

Le capital social s'élevait au 31 décembre 2013 à 180.058,78 €, divisé en 18 005 878 actions d'une valeur nominale de 0,01€.

**4. ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Dans le cadre des dispositions de l'article L 225-102, nous vous informons qu'aucun plan d'épargne entreprise n'a été mis en place au bénéfice des salariés de la société.

En revanche, il a été octroyé aux salariés de la société des stocks-options dont le tableau ci-dessous résume la situation à la date de clôture de l'exercice :

	Plan 2009	Plan 2010	Plan 2010	Plan 2012
Date émission du plan	AG du 12/02/2009	AG du 09/04/2010	AG du 09/04/2010	AG 16/01/2012
Date d'attribution	CA du 07/07/2009	CA du 06/07/2010	CA du 20/05/2011	CA du 21/09/2012
En cours au 31/12/2013	478 889	326 125	48 375	306 316

Il est également rappelé qu'utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du même jour a octroyé 360.000 actions gratuites à un membre de la direction.

**5. INFORMATION CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX**

5.1. Liste des mandats des mandataires sociaux

Nous vous présentons ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats exercée par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice.

Le tableau ci-contre présente les informations concernant la composition du conseil d'administration de la Société.

Nom	Mandat	Principale fonction dans la Société	Date de début et fin de mandat
Michael J Dormer 10 rue Mercoeur 75011 Paris	Administrateur	Président du Conseil d'Administration	Nommé en qualité d'administrateur par l'AG du 29 juin 2012 pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Nommé en qualité de président du conseil d'administration par le conseil d'administration du 9 novembre 2012 pour la durée restant à courir de son mandat d'administrateur.
Stéphane Sallmard 10, rue Mercœur 75011 Paris	Administrateur	Néant	Renouvelé en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 2 décembre 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Marie Meynadier 10, rue Mercœur 75011 Paris	Administrateur	Directrice Générale	Renouvelée en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 9 avril 2010 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Renouvelée en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 13 juin 2013 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides Old Change House 128 Queen Victoria Street, EC4V 4BJ, Londres (Royaume-Uni)	Administrateur	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 30 juin 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues 137, rue de l'Université, 75007 Paris	Administrateur	Néant	Nommé en qualité d'administrateur par le conseil d'administration du 2 décembre 2011 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

UFG - Siparex représentée par Marlène Rey 173-175, boulevard Haussmann 75008 Paris	Administrateur	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Démissionné de son mandat d'administrateur lors du conseil d'administration du 18 avril 2013.
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski 47, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris	Administrateur	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.
Philip Whitehead Hants RG25, 2RE Dairy Cottage Upton Grey (Royaume-Uni)	Administrateur	Néant	Renouvelé en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 16 janvier 2012 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.
Eric Beard Drève du Caporal 9 1180 Bruxelles	Administrateur	Président du Comité d'Audit	Nommé en qualité d'administrateur par l'AG du 29 juin 2012 pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Nommé en qualité de président du comité d'audit par le conseil d'administration du 30 août 2012 pour la durée restant à courir de son mandat.

## 5.2. Autres mandats en cours

Autres mandats en cours		
Nom	Nature du mandat	Société
Michael J Dormer	Président du conseil d'administration et Directeur Général	Neoss Ltd
Stéphane Sallmard	Administrateur Administrateur Administrateur	Crescent Diagnostics Ltd Imagine Eyes SARL i-Optics B.V.
Marie Meynadier	Dirigeant Dirigeant Dirigeant Président Administrateur	EOS imaging Inc EOS imaging GmbH EOS image Inc OneFit Medical SAS Stentys SA

NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur	Supersonic Imagine SA Dysis Medical Limited Reverse Medical Corporation Advanced Cardiac Therapeutics Inc Cellnovo Limited Quanta Fluid Solutions Limited 20/10 Perfect Vision AG Endoscopic Technologies Inc
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues	Administrateur Censeur Gérante	Cytheris Tx Cell Bio-Thema Consulting
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski	Administrateur Membre du conseil de surveillance Administrateur	Poxel Genticel Implanet
Raphaël Wisniewski	Administrateur Administrateur	Cellnovo Limited Regado Biosciences
Philip Whitehead	Administrateur Administrateur Vice-Président Vice-Président Administrateur Administrateur Administrateur	Time Spent Property Developments Ltd Danaher UK Industries Ltd Tektronix UK Holdings Ltd Tektronix UK Ltd Hoddington Inns Ltd Lauchchange Holding Company Lauchchange Operations Limited
Eric Beard	Président	Cellnovo Limited

### 5.3. Rémunérations et avantages de toute nature de chacun des mandataires sociaux

Les rémunérations versées à chaque mandataire social par la Société ou par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L233-16 du Code de Commerce sont résumées dans le tableau ci-dessous :

		<b>2012</b>	<b>2013</b>
Marie Meynadier	Rémunération fixe versée	161 535 €	166 381 €
	Avantage en nature	13 680 €	13 020 €
	Rémunération variable versée	91 291 €	73 710 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>266 506 €</b>	<b>253 111 €</b>
	Nbre d'AGA attribuées	360 000	
	<b>Juste valeur des AGA attribuées</b>	<b>1 854 000 €</b>	<b>- €</b>
Hervé Legrand	Rémunération fixe versée	172 550 €	64 563 €
	Avantage en nature		4 517 €
	Rémunération variable versée	14 360 €	47 461 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>186 910 €</b>	<b>116 541 €</b>
	Nbre de SO attribuées	37 648	
	<b>Juste valeur des SO attribuées</b>	<b>60 613 €</b>	<b>- €</b>

Hervé Legrand a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué 1<sup>er</sup> juillet 2013. Les montants indiqués ci-dessus correspondant aux rémunérations versées au titre de ce mandat.

### 5.4. Délégations données au Conseil d'Administration

L'assemblée Générale Mixte d'EOS imaging tenue le 13 juin 2013 a donné au Conseil d'Administration les autorisations suivantes :

- délégation de compétence en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 20% du capital social ;
- délégation de compétence en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public, dans la limite de 20% du capital social ;
- délégation de compétence en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, dans la limite de 20% du capital social ;
- autorisation, en cas d'émission d'actions ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission dans la limite de 10% du capital social ;
- délégation de compétence en vue d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription ;

- délégation de compétence à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société, dans la limite de 20% du capital social ;
- délégation de compétence en vue d'augmenter le capital social, dans les limites de 10 % du capital, pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces en dehors d'une offre publique d'échange ;
- délégation de compétence en vue d'augmenter le capital par incorporation de prime, réserves, bénéfices ou autres, dans la limite de 20% du capital social ;
- délégation de compétence à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions au profit de membres du conseil d'administration de la Société en fonction à la date d'attribution des bons n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales, de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société, ou de membres n'ayant pas la qualité de salariés ou dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales de tout comité que le conseil d'administration viendrait à mettre en place, le plafond étant fixé à 1.500.000 BSA, chaque BSA donnant droit de souscrire une action ;
- autorisation, pour une durée de 18 mois, en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions, conformément à l'article L. 225-209 et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers.  
Cette autorisation pourra être utilisée en vue :
  - d'assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement, conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
  - honorer des obligations liées à des programmes d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
  - remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
  - annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, sous réserve de l'adoption de la douzième résolution ci-après et, alors, dans les termes qui y sont indiqués,

Le nombre maximum d'actions pouvant être achetées en vertu cette autorisation ne pourra, à aucun moment, excéder 10% du nombre total d'actions, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) lorsqu'elles le seront en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne pourra excéder 5% du nombre total d'actions.

Au titre de l'exercice 2013, 1 430 682 actions ont été achetées à un cours moyen annuel de 5,21€, et 1 446 492 actions ont été vendues à un cours moyen annuel de 5,19€. Aucun frais de négociation n'est facturé à la Société en dehors du contrat annuel de liquidité, dont le coût annuel forfaitaire est fixé à 20.000 euros.

A la clôture de l'exercice, 38 046 actions d'autocontrôle sont portées en diminution des capitaux propres consolidés pour un montant de 282 K€. Ces actions représentent 0,21% du capital social.

6. **REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2013**

Au meilleur de la connaissance de la Société, la répartition du capital de la société au 31 décembre 2013 est la suivante :

	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote *
<b>Fondateurs</b>	<b>953.217</b>	<b>5,31%</b>
COFA Invest	302.117	1,68 %
EDRIP	2.478.761	13,8 %
UFG Siparex	906.055	5,04 %
NBGI	1.358.143	7,56 %
FCID	1.395.697	7,77 %
<b>Fonds d'investissements</b>	<b>6.440.773</b>	<b>35,8%</b>
<b>Flottant</b>	<b>10.486.587</b>	<b>58,4%</b>
<b>Management &amp; employés</b>	<b>86.955</b>	<b>0,48%</b>
<b>Actions propres</b>	<b>38.046</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total</b>	<b>18.005.578</b>	<b>100,00%</b>

\* Les actions propres sont privées de droit de vote

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous précisons que les actionnaires possédant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 31 décembre 2013 sont identifiés dans le tableau ci-dessus.



7. **EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE ECOULE JUSQU'A LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT**

Néant.

8. **QUITUS – RESOLUTIONS**

Nous vous demandons de bien vouloir approuver le rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions complémentaires ou explications que vous jugeriez utiles et vous demandons de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont présentées et qui reprennent les éléments de notre rapport.

## Annexe 1 : TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>1. CAPITAL DE FIN D'EXERCICE</b>					
a. Capital social	74 969	116 036	116 036	174 024	180 058
b. Nombre des actions ordinaires existantes	7 496 890	11 603 559	11 603 559	17 402 429	18 005 878
c. Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
<b>2. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	2 774 291	4 627 209	6 431 557	8 311 867	13 350 424
c. Impôts sur les bénéfices	- 483 771	- 871 093	- 480 430	- 955 491	- 1 020 985
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e. Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	- 3 361 902	- 5 241 286	- 7 227 813	- 8 302 772	- 5 385 629
f. Résultat distribué					
<b>3. RESULTAT PAR ACTION</b>					
a. Résultat après impôts et participation mais avant amortissements et provisions	- 0.22	- 0.20	- 0.37	- 0.20	- 0.13
b. Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	- 0.45	- 0.45	- 0.62	- 0.48	- 0.30
c. Dividende attribué à chaque action					
<b>4. PERSONNEL</b>					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	36	39	47	48	59
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	2 128 115	2 656 390	3 126 926	3 477 745	3 988 594
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales,...)	1 262 058	1 170 496	1 541 615	2 221 843	1 996 316

**2013**

**RESPONSABILITÉ SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET  
SOCIÉTALE**

## **PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES**

### Contexte du reporting RSE

EOS imaging a engagé une réflexion sur l'impact économique, social et environnemental de son activité. L'objectif du Groupe est de favoriser un développement responsable qui tient compte de ses besoins actuels et des enjeux de développement durable.

Au-delà du volet économique, ce développement s'articule autour de trois volets : social, sociétal et environnemental. Le présent chapitre présente un état des lieux de l'activité d'EOS imaging au regard de ces trois volets dans une volonté de transparence vis-à-vis de ses parties prenantes. Cet état des lieux s'inscrit dans un contexte réglementaire : en tant que société cotée, EOS imaging est soumis aux obligations de publication d'informations extra-financières dans son rapport de gestion conformément à l'article L225-102-1 du code de commerce dit loi « Grenelle II ».

Dans ce contexte, EOS imaging a mis en place pour la deuxième année consécutive, un processus de reporting permettant la collecte et la consolidation au niveau Groupe des informations sociales, sociétales et environnementales publiées dans le présent chapitre.

### Choix des informations publiées

EOS imaging a sélectionné les informations extra-financières publiées en cohérence avec son activité. Le Groupe conçoit et commercialise des équipements d'imagerie médicale permettant de réaliser des radiographies du corps entier d'un patient en position debout et une reconstitution 3D du squelette. L'intégration des équipements est sous-traitée, seuls les détecteurs (2 par équipement) sont produits par EOS imaging. Le Groupe mène donc principalement des activités de recherche et développement, de vente et de maintenance.

Partant de ce constat, les thématiques environnementales réglementaires suivantes sont jugées non applicables ou non pertinentes et ne sont donc pas abordés dans ce chapitre :

- Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement
- La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité
- Utilisation des sols
- Adaptation au changement climatique
- Protection de la biodiversité
- Autres actions engagées en faveur des droits de l'Homme

### Périmètre des informations présentées

Les informations publiées couvrent autant que possible l'ensemble des effectifs et des activités du Groupe sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013. Cependant, certaines informations sont présentées sur un périmètre restreint à la France et excluent l'entité Onefit acquise en novembre 2013 en l'absence de reporting consolidé des informations à ce jour, ce reporting étant prévu pour l'exercice à venir.

Concernant les informations sociales :

- L'effectif total, la répartition de l'effectif par genre, nationalité et zone géographique, les embauches, les départs et les accidents du travail et de trajet couvrent le Groupe ;
- L'organisation du temps de travail, la formation, l'égalité de traitement et les conditions de travail couvrent le Groupe à l'exception de Onefit ;
- La pyramide des âges, le dialogue social et l'absentéisme ne couvrent que l'effectif EOS France, et excluent donc la société Onefit et les filiales à l'étranger ;

Les informations sociétales couvrent l'ensemble du Groupe.

Concernant les informations environnementales :

- La politique générale en matière environnementale et la gestion des déchets sont abordées au niveau Groupe ;
- L'utilisation durable des ressources et en particulier les consommations d'énergie des bâtiments et de papier sont présentées sur un périmètre EOS France et excluent donc Onefit et les filiales à l'international ;
- Les émissions de gaz à effet de serre couvrent uniquement les déplacements professionnels en train et en avion des collaborateurs d'EOS France et excluent les déplacements des autres collaborateurs, tous les déplacements en voiture de location et les émissions des cinq véhicules de fonction. Les émissions liées au transport des unités EOS vendues ne sont actuellement pas suivies et ne sont donc pas publiées dans le présent rapport.

#### Organisation du reporting, outils et contrôle

Les informations publiées sont consolidées par la direction financière du Groupe en charge de la rédaction de l'ensemble du rapport de gestion. Pour le reporting RSE, elle s'appuie principalement sur :

- La gestionnaire Ressources Humaines pour la collecte et le contrôle des données sociales ;
- La direction Réglementation et Qualité pour certaines informations environnementales (gestion des déchets) et sociétales (relations fournisseurs et sous-traitants) ;
- La comptabilité pour les informations relatives aux consommations de ressources.

Le reporting extra-financier s'appuie sur les outils de collecte et de suivi existants. Aucun outil spécifique au reporting RSE n'a été déployé. Les données sociales font l'objet d'un reporting mensuel et d'une consolidation pluriannuelle au titre des mises à jour de l'organigramme, des publications financières et des revues de direction. Un rapprochement avec les données de paie est réalisé régulièrement. Les données sociétales et environnementales sont consolidées annuellement au titre du présent reporting.

#### Précisions méthodologiques

Les données publiées sont suivies, collectées et consolidées en central. Le nombre limité de contributeurs au reporting n'a pas nécessité le déploiement d'un référentiel de reporting.

Afin d'assurer la bonne compréhension des données publiées, il est précisé que des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données sociales en retenant la valeur entière supérieure. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

Les définitions des données quantitatives publiées sont les suivantes :

- Effectif total au 31 décembre 2013 : est comptabilisé l'ensemble des salariés présents en fin d'année, en CDI et CDD. Les salariées en congés maternité sont comptabilisées. Les alternants, stagiaires et intérimaires sont exclus. Les salariés dont la date de sortie est le 31.12.2013 sont exclus.
- Effectif moyen : il correspond à la moyenne des effectifs de fin de mois. Sont comptabilisés tous les salariés en CDI et CDD et les salariées en congés maternité. Les alternants, stagiaires et intérimaires sont exclus. Les salariés dont la date de sortie est le dernier jour du mois sont exclus de l'effectif de fin de mois.
- Formation : est considérée comme formation, toute formation dispensée par un organisme externe. Les heures de formation sont calculées sur la base des jours de formation réalisés par tous les salariés en CDI et CDD au cours de l'année 2013, multipliés par 7 heures de formation par jour.
- Entrées et sorties : sont comptabilisées toutes les entrées et sorties au cours de l'exercice, des salariés embauchés en CDI (embauches en contrat permanent) et des CDD (embauches en contrat temporaire). Une embauche en CDI suite à un CDD fait l'objet d'une sortie en CDD et

d'une entrée en CDI. Les « autres motifs de départ » incluent les non-renouvellements de période d'essai et les fins de CDD.

- Pourcentage de l'effectif à temps partiel : il est égal au ratio des effectifs à temps partiel divisé par l'effectif moyen.
- Taux d'absentéisme : il est égal au nombre de jours d'absence total comptabilisés au cours de l'exercice divisé par un nombre total de jours de présence théoriques. Le nombre total de jours de présence théorique est calculé en multipliant l'effectif moyen par 218 jours (nombre de jours de travail de l'effectif cadre).
- Pourcentage de femmes parmi le personnel cadre : il correspond au nombre de femmes cadres par rapport au nombre total de cadres au 31.12.2013.
- Nombre de salariés par nationalité : il correspond à l'effectif moyen par nationalité, arrondi à l'entier supérieur.
- Consommation d'électricité : sont comptabilisées les consommations des locaux du siège d'EOS imaging à Paris, sur la base des données facturées.
- Consommation de papier : la donnée est calculée en tonnes sur la base du nombre total de ramettes acheté facturé et en considérant qu'une ramette contient 500 pages de format A4 de 80g/m<sup>2</sup>.
- Emissions de CO<sub>2</sub> : sont comptabilisées les émissions des voyages des collaborateurs EOS France dont la date de départ est en 2013, réservés par l'agence de voyage, effectués en train ou en avion.
- Achats et sous-traitance : sont considérées comme sous-traitance toutes les prestations facturées par l'assembleur des équipements vendus par EOS au cours de l'exercice ainsi que toutes les prestations de recherche et développement. Les autres dépenses réalisées auprès de sociétés extérieures sont considérées comme des achats. Les indicateurs part de sous-traitance et part des achats sont calculés en divisant les montants des dépenses par le montant total des ventes.

#### Vérification externe

Conformément à l'article L225-102-1 du code de commerce dit loi « Grenelle II », EOS imaging a nommé ses commissaires aux comptes (Deloitte) en tant qu'Organisme Tiers Indépendant selon les dispositions de l'arrêté du 13 mai 2013 (publié le 14 juin 2013 et codifié dans le code de commerce aux articles A.225-1 et suivants) déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission. Le rapport émis par l'Organisme Tiers Indépendant porte sur la présence des informations publiées dans le présent chapitre du rapport de gestion 2013 au regard des exigences de la loi « Grenelle II ».

## **RESPONSABILITÉ SOCIALE**

Conscient que ses collaborateurs sont les premiers acteurs de sa croissance, EOS imaging mène une politique de gestion des ressources humaines favorable à l'épanouissement de ses salariés. Le Groupe s'attache à promouvoir la stabilité de l'emploi et l'égalité des chances et à déployer une offre de formation qui permette aux collaborateurs d'approfondir et de diversifier leurs compétences.

### Emploi

Au 31 décembre 2013, l'effectif du Groupe est de 101 salariés. Les femmes représentent 37% de l'effectif total et 50% du comité de direction. EOS imaging est une société multinationale : ses collaborateurs sont présents dans cinq pays, en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, au Canada et à Singapour.

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Groupe continue de mener une politique de recrutement ambitieuse : en 2013, 52 nouveaux collaborateurs ont rejoint EOS imaging, dont 14 dans le cadre de l'acquisition de Onefit (Besançon). Le recours aux contrats temporaires est extrêmement limité : le Groupe privilégie les contrats à durée indéterminée qui représentent 77% des contrats d'embauches en 2013. Au cours de l'exercice 2013, EOS imaging a procédé à deux licenciements.

### *Effectif*

Sur les périodes considérées, l'effectif moyen du Groupe a évolué comme suit :

Effectif moyen du Groupe	2013	2012
Nb de personnes	77	58

L'effectif du Groupe se répartit comme suit :

### Par zone géographique :

<b>Effectif moyen du Groupe</b>	2013	2012
Effectif EMEA	64	49
<i>% de l'effectif total</i>	<i>84%</i>	<i>84%</i>
Effectif Hors EMEA	13	9
<i>% de l'effectif total</i>	<i>16%</i>	<i>16%</i>

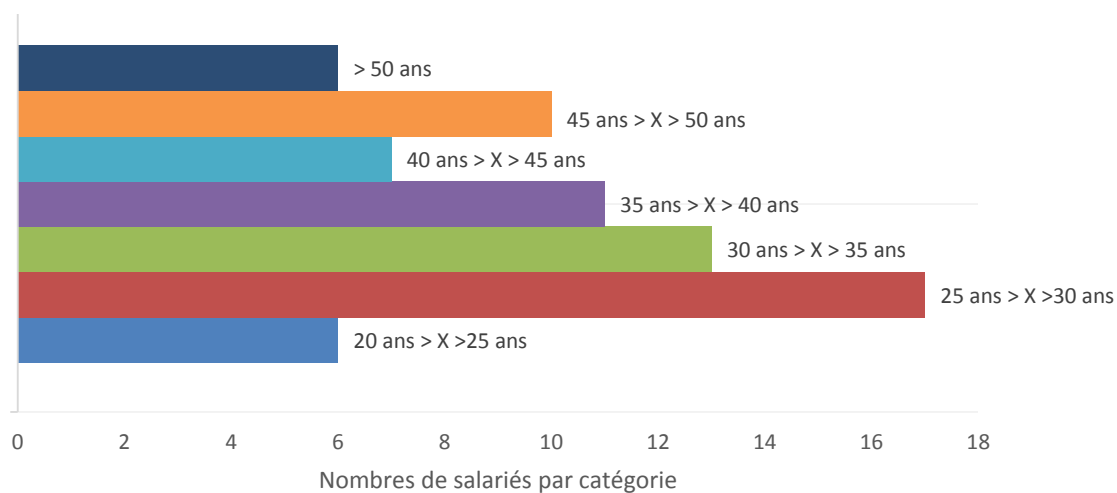
### Par genre :

<b>Effectif moyen du Groupe</b>	2013	2012
Total	77	58
Hommes	49	35
Femmes	28	22

Par type de contrat :

Effectif moyen du Groupe	2013	2012
Temporaire	6	2
Permanent	71	55
Total	77	57

Par tranches d'âges :



***Embauches et licenciements***

L'effectif a été marqué en 2013 par les mouvements suivants :

Mouvements - entrées par type de contrat :

Nombre d'entrées	2013	2012
Recrutements en CDI	29	8
Recrutements en CDD	9	4
Entrée dans le périmètre de Onefit en CDI	11	
Entrée dans le périmètre de Onefit en CDD	3	
Total	52	12



### Mouvements - motifs de départs :

<b>Nombre de départs</b>	2013	2012
Retraites/préretraites	0	1
Démissions	4	3
Licenciements	2	0
Ruptures conventionnelles	0	1
Autres	8	3
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>8</b>

### ***Rémunérations et évolution***

La politique de rémunération de la société repose sur des principes d'équité et de transparence et est établie en tenant compte du rôle, de l'expérience et de l'évaluation de la performance, sans distinction fondée sur le genre. Au-delà des rémunérations fixes, le Groupe attribue des rémunérations variables à une partie significative de ses équipes, et systématiquement pour les équipes de direction et le management.

Les rémunérations de l'ensemble des collaborateurs du Groupe font l'objet d'une réévaluation annuelle. La réévaluation faite en 2013 est reflétée dans les charges de personnel, présentées en note 16 des états financiers consolidés.

A la date de rédaction du présent rapport, le Groupe a attribué des stock-options à l'ensemble de ses collaborateurs en CDI.

### Organisation du temps de travail

EOS imaging a mis en œuvre des initiatives en faveur de la flexibilité et de l'équilibre vie privée-vie professionnelle comme par exemple :

- autoriser les horaires variables d'arrivée et de départ ;
- permettre le travail à temps partiel ;
- donner une liberté étendue dans le choix des dates de congés.

Ainsi, les temps partiels ont été accordés à toutes les personnes qui en ont fait la demande, et représentent 2,6% de l'effectif moyen.

En France, les cadres sont sous convention de forfait jours (218 jours). Les collaborateurs présents aux Etats-Unis, au Canada et à Singapour sont des personnels itinérants, qui travaillent à distance et sont particulièrement autonomes dans l'organisation de leur temps de travail.

Les chiffres sur l'absentéisme sont les suivants :

Répartition par motif :

Taux d'absentéisme	2013	2012
Maladie	1,0%	1,1%
Accident de travail et de trajet		0,1%
Maternité, paternité, adoption	0,7%	2,3%
Autres absences	0,1%	0,1%
Absences non rémunérées (congés sans solde, congés parentaux)	0,8%	0,6%
Total	2,6%	4,2%

Relations sociales

EOS imaging s'attache à maintenir un dialogue social constructif afin de conserver un climat social de qualité dans la société. En France, les employés sont représentés par 4 délégués du personnel élus les 11 janvier 2010 (2 représentant les non cadres) et 14 septembre 2012 (2 représentant les cadres). Les délégués du personnel se réunissent en moyenne deux fois par an : consultés par la direction, ils participent activement aux décisions importantes d'entreprise.

En 2013, deux réunions des délégués du personnel ont été organisées. Ces derniers ont été associés à des décisions importantes concernant l'organisation du travail et la couverture des frais de santé des collaborateurs.

Compte-tenu du développement du Groupe, des démarches sont en cours pour la mise en place d'un Comité d'Entreprise. EOS imaging réfléchit également à l'élargissement des dispositifs de représentation des salariés à l'ensemble du Groupe.

Aucun accord collectif n'a été signé en 2013 avec les représentants du personnel, tant sur les aspects sociaux que sur les conditions de santé et sécurité au travail.

Santé et sécurité

Garantir la sécurité et promouvoir la santé de chacun de ses salariés sont des priorités pour EOS imaging. Compte-tenu de ses activités, EOS imaging a réalisé l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des salariés, formalisée dans son Document Unique (créé en 2008 et mis à jour en 2012). Les principaux risques identifiés sont l'irradiation et l'électrocution dans le cadre de la fabrication des détecteurs, des tests des équipements EOS et des opérations de maintenance. Les moyens de prévention déployés permettent de limiter ces risques :

- Risques d'irradiation : formations à la radioprotection des salariés concernés, affichages appropriés sur les postes de travail, suivi dosimétrique du personnel exposé, postes de travail auto-protégés ;
- Risques électriques : habilitations électricité basse tension des salariés concernés, affichages appropriés sur les postes de travail, restriction des postes de travail au personnel formé.

Les activités d'EOS imaging s'inscrivent dans un environnement réglementaire très encadré. Le Groupe respecte ses obligations en matière de protection de la sécurité des collaborateurs en charge de la production et de la maintenance, exposés aux risques décrits ci-dessus. EOS imaging mène une politique de prévention des risques proactive qui repose sur la formation et la sensibilisation de l'ensemble de ses collaborateurs dès le processus de formation initiale des nouveaux arrivants. Cette politique sera renforcée en 2014 par la mise en place d'un plan de prévention des risques.

En 2013, aucun accident du travail et aucune maladie professionnelle n'a été déclaré. Un accident de trajet a été déclaré, entraînant 8 jours d'arrêt.

### Formation

Tournée vers l'innovation, EOS imaging se mobilise afin d'accompagner l'évolution de ses collaborateurs et met en place la formation nécessaire au développement de leurs compétences dans leurs fonctions actuelles ou à venir.

EOS imaging établit annuellement un plan de formation sur la base des formations métiers nécessaires à l'évolution des collaborateurs et des demandes exprimées lors des entretiens annuels. La réalisation du plan de formation fait l'objet d'un suivi régulier et d'un bilan annuel. L'offre de formation se décompose comme suit :

- Formations obligatoires liées à la spécificité des activités et qui constituent un élément clé de la politique de sécurité (radioprotection et habilitations électriques)
- Formations internes métiers et produits
- Formations internes sur le système de management de la qualité et les outils informatiques
- Formations externes techniques et linguistiques

Le tableau ci-dessous présente les heures de formation dispensées au cours des deux derniers exercices.

#### Répartition du nombre d'heures de formation par catégorie :

Nb d'heures de formation	2013	2012
Techniciens	63h	21h
Cadres	343h	49h
Total	406h	70h

### Egalité de traitement

#### ***Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes***

EOS imaging s'engage pour l'égalité des genres au sein de ses équipes et souhaite que celle-ci soit visible à tous les niveaux de l'entreprise. Aussi, les femmes représentent au 31 décembre 2013 50% de l'équipe dirigeante, et 38,3% du personnel cadre. L'entreprise s'attache à ne faire aucune distinction dans le traitement de ses collaborateurs qui serait basée sur le genre.

#### ***Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées***

Au 31 décembre 2013, l'effectif d'EOS imaging ne comprenait pas de salarié en situation de handicap. Toutefois, le Groupe est soucieux de promouvoir la participation à la vie active des personnes en situation de handicap, et a notamment conclu un contrat de fournitures administratives avec un ESAT, établissement spécialisé d'aide par le travail.

#### ***Politique de lutte contre les discriminations***

De même, EOS imaging mène une politique de gestion des ressources humaines en faveur de l'égalité des chances. La diversité des nationalités représentées dans l'effectif du Groupe en témoigne : 12 nationalités sont représentées.

Effectif par nationalité :

<b>Effectif moyen du Groupe</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
France	58	7
Grande-Bretagne	1	1
Etats-Unis	11	8
Canada	2	1
Malaisie	1	0
Inde	1	0
Colombie	1	0
Algérie	1	0
Tunisie	1	1
Italie	1	1
Portugal	1	1
Tchèque	1	1
<b>Nombre de nationalités représentées</b>	<b>12</b>	<b>8</b>

1.8.Promotion et respect des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

A travers ses politiques de gestion des ressources humaines, EOS imaging respecte l'ensemble des dispositions de ces conventions sur l'ensemble thèmes concernés, à savoir :

- le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective ;
- l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession ;
- l'élimination du travail forcé ou obligatoire ;
- l'abolition effective du travail des enfants.

## **RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE**

### Impact territorial, économique et social de l'activité

Compte-tenu de sa taille et de la localisation de ses implantations, EOS imaging a un impact territorial limité. Néanmoins, là où le Groupe est présent, il s'attache à maintenir les collaborateurs dans leur bassin d'emploi. Lorsqu'EOS imaging développe ses activités dans une nouvelle zone géographique, la création d'emplois locaux est privilégiée.

Le Groupe génère également des emplois indirects en ayant recours à la sous-traitance. La majorité de la production est réalisée en France, l'assemblage des équipements EOS étant pris en charge par un sous-traitant basé près d'Orléans.

### Sous-traitances et fournisseurs

EOS imaging a recours à des sous-traitants et fournisseurs, notamment dans le cadre de ses activités de production. Le Groupe achète la plupart des composants des équipements EOS à des fournisseurs implantés en Europe et Amérique du Nord. L'assemblage de l'équipement EOS est confié à un sous-traitant stratégique pour le Groupe, localisé à Orléans. EOS imaging fait également appel à des fournisseurs français pour les achats de matériels et prestations bureautiques et de services d'entretiens et de nettoyage. Enfin, les activités de R&D font appel à des sous-traitants français, de même qu'à des accords collaboratifs conclus avec des partenaires universitaires dont une partie significative est française.

Les achats et la sous-traitance représentent entre 47% et 48% du chiffre d'affaires et 40% à 41% des prestations externes sont réalisées en France.

A ce jour, il n'y a pas de clause spécifique aux enjeux sociaux et environnementaux dans les contrats qu'EOS imaging signent avec ses prestataires. Néanmoins, EOS imaging s'assure que ses fournisseurs sont conformes aux réglementations applicables, notamment en matière d'environnement. Une démarche sera engagée en 2014 pour formaliser et étendre les exigences du Groupe envers ses fournisseurs à ces critères.

Compte-tenu de la part importante de la sous-traitance et des achats dans les opérations stratégiques du Groupe, EOS imaging a déployé une démarche d'audit de ses prestataires. Les fournisseurs majeurs sont audités une fois par an. L'objectif essentiel de ces audits est de maintenir une relation de proximité entre EOS imaging et ses fournisseurs, d'apprécier leur système qualité, de les accompagner dans les démarches engagées par le Groupe pour l'obtention de nouveaux accords réglementaires et d'analyser les non-conformités le cas échéant.

### Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité

#### ***Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations***

Les principales parties prenantes externes d'EOS imaging, en dehors des prestataires (traités au paragraphe précédent) et des patients (abordés au paragraphe suivant), sont les clients utilisateurs de la technologie et les autorités compétentes. La gestion des relations avec ces parties prenantes est structurée grâce au système de management de la qualité certifié ISO13485 depuis 2006. A ce titre EOS imaging est audité annuellement par un organisme tiers accrédité par le COFRAC (GMED LNE).

Afin de répondre au mieux aux attentes de ses clients, le Groupe a déployé un système qualité ISO13485 qui prévoit :

- un recensement systématique des anomalies et difficultés remontées par les sites utilisateurs ; ces anomalies sont traitées dans le système qualité ;
- un suivi systématique par le service maintenance du nombre d'appels, d'intervention sur site et du taux d'uptime par site utilisateur ; taux d'uptime > 99%.

Ces indicateurs qualité font l'objet d'une revue biannuelle en revue de direction.

Par ailleurs, les équipes d'EOS imaging maintiennent une relation de proximité avec leurs clients et sont à leur disposition pour toute question ou tout problème technique.

Le Groupe s'attache à être transparent vis-à-vis des autorités compétentes dans les pays où il commercialise ses produits. La gestion des relations avec les autorités est intégrée au système de management de la qualité d'EOS imaging, et s'appuie en particulier sur les procédures suivantes :

- Procédure de veille réglementaire, premier outil de la conformité du Groupe. Au-delà des textes réglementaires, le Groupe identifie également les recommandations non réglementaires afin de s'y conformer ;
- Procédure de gestion des exigences réglementaires dans le cadre de la mise sur le marché des produits EOS ;
- Procédure de matériovigilance et de rappel produits en cas d'anomalie intégrant notamment les procédures d'information des autorités.

En France, EOS imaging est également soumis régulièrement aux contrôles des activités nucléaires par l'autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### ***Actions de partenariats ou de mécénats***

En 2013, EOS imaging a réalisé des dons pour un montant total de 3 000 € à destination de l'ISFRI (Institut pour le soutien à la formation et à la recherche en imagerie diagnostique et interventionnelle).

### Loyauté des pratiques

### ***Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs***

#### Une technologie peu irradiante

La technologie d'EOS s'inscrit dans une prise de conscience du milieu médical sur la nécessité de limiter les doses d'irradiation : le principe ALARA (As Low As Reasonably Achievable) intégré aux standards de radioprotection établis dans les directives européennes Euratom, la recommandation « image gently » aux US et la campagne européenne EuroSafe en sont trois illustrations.

Au cours des deux dernières décennies, les niveaux d'exposition au rayonnement provenant de sources artificielles – principalement l'imagerie médicale – ont augmenté de 600%. Les enfants, et particulièrement ceux atteints de pathologies telles que la scoliose, peuvent être exposés à des niveaux de rayonnements très élevés. Ils peuvent ainsi être confrontés aux effets secondaires potentiels liés à un rayonnement médical excessif, en particulier à un risque accru de développer, plus tard dans leur vie, un cancer provoqué par les rayonnements d'origine médicale.

EOS propose une solution d'imagerie à faible dose pour le diagnostic, la planification et le suivi du traitement chez les enfants, qui expose les enfants à un rayonnement de six à neuf fois inférieur à celui de la radiographie standard, avec une qualité d'image obtenue égale ou supérieure. La nouvelle fonctionnalité Micro Dose d'EOS mise sur le marché en 2013 délivre jusqu'à sept fois moins de rayonnement que l'offre à faible dose d'EOS.

La solution Micro Dose va désormais permettre aux praticiens de disposer d'une technologie quasiment non-irradiante pour le suivi de l'évolution de pathologies pédiatriques, notamment pour celles qui nécessitent une surveillance fréquente.

EOS imaging a rejoint l'initiative EuroSafe en mars 2014, campagne européenne de prévention de l'irradiation médicale.

#### Matériovigilance

Toute anomalie recensée sur un site utilisateur et pouvant avoir une incidence pour le patient fait l'objet d'une procédure de correction de l'anomalie sur tous les sites utilisateurs.

### ***Mesures prise pour prévenir la corruption***

Le Groupe est particulièrement vigilant et exigeant en ce qui concerne la lutte contre la corruption. Il exige de l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires une conduite exemplaire, dont il précise les principes dans son code de conduite et ses annexes.

Ces textes précisent notamment les règles en matière de dépenses engagées par la société envers les professions médicales ou de cadeaux ou invitations au bénéfice du Groupe. Ils s'inscrivent dans un environnement réglementaire particulièrement exigeant en la matière : loi Bertrand en France, anti-Bribery Act au Royaume-Uni, Sunshine Act aux États-Unis.

## **RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE**

### **Politique générale en matière environnementale**

Les locaux d'EOS imaging se composent de bureaux, d'un laboratoire de R&D et d'une surface réduite de production considérée comme non polluante. L'intégration de l'équipement EOS est sous-traitée à un partenaire situé en France. Par conséquent, le Groupe considère que l'impact de son activité sur l'environnement est limité.

EOS imaging n'a pas de politique environnementale formalisée et n'a pas mené en 2013 d'actions de sensibilisation et de formation en la matière auprès de ses collaborateurs.

Néanmoins, EOS imaging mène une veille réglementaire active afin d'assurer la conformité de ses produits, de ses activités et des activités de ses sous-traitants aux réglementations environnementales en vigueur. En effet, les activités du Groupe sont soumises à certaines réglementations environnementales en matière d'utilisation de certaines substances dangereuses notamment la directive RoHS (Restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment) (2011/65/EU). L'application de cette directive est obligatoire à partir de juin 2014, aussi, le Groupe a engagé dès 2012 une démarche visant à s'assurer auprès de ses fournisseurs et sous-traitants du respect de cette directive. De même, afin de répondre à la réglementation REACH (Registration, Evaluation, Autorisation and restriction of Chemicals), le Groupe suit attentivement la liste dite candidate des SVHC (Substances of Very High Concern) mise à jour par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et engage toutes les actions nécessaires auprès de ses fournisseurs afin de s'assurer que les produits mis sur le marché ne contiennent pas de telles substances en concentration supérieure au niveau spécifié. Cette réglementation ne concerne les activités du Groupe que de manière très limitée. Toutefois, le Groupe a engagé une démarche pour s'assurer que ses fournisseurs et sous-traitants soient conformes à cette réglementation.

En 2013, EOS imaging n'a engagé aucune provision ou garantie pour risques en matière d'environnement.

### **Pollution et gestion des déchets**

L'impact majeur des activités d'EOS imaging en matière de pollution et de gestion des déchets concerne la fin de vie des équipements EOS vendus par le Groupe.

A ce jour, l'âge moyen des unités installées est de 2 ans et toutes les unités vendues sont en état de fonctionnement.

En France, dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs d'équipements électriques et électroniques, EOS imaging est adhérent à l'éco-organisme Recylum pour la prise en charge des équipements en fin de vie. Au Royaume-Uni et en Allemagne, EOS imaging n'a pas encore identifié de sous-traitant pouvant potentiellement prendre en charge les équipements en fin de vie. Néanmoins, le risque est à ce jour limité : les premiers équipements ont été vendus en 2007 et aucun n'est en fin de vie. Par ailleurs, EOS imaging garde un suivi de tous les équipements installés, même lorsque ceux-ci sont vendus par des distributeurs. Le Groupe recherche actuellement les solutions de prise en charge des équipements hors d'usage hors France. En dehors de l'Europe, et de manière générale, une

réflexion est menée par le Groupe afin de mettre en place une politique mondiale de gestion des équipements en fin de vie.

L'autre enjeu majeur en la matière concerne la gestion des composants hors d'usage et notamment les tubes à rayons X utilisés dans les équipements vendus par EOS imaging. Tous les tubes endommagés ou vides sont repris par le fournisseur d'EOS en vue de leur réutilisation. A noter que tous les tubes à rayons X utilisés dans les équipements EOS sont exclusivement fournis par EOS imaging compte-tenu de leurs spécificités. En dehors des équipements EOS en fin de vie et des composants hors d'usage, le Groupe ne génère que des déchets de bureaux.

#### Utilisation durable des ressources

##### ***Consommation d'eau***

Les consommations d'eau du Groupe se limitent principalement aux consommations des locaux du siège, essentiellement pour une utilisation sanitaire. Ces consommations, incluses dans les charges de copropriété, sont considérées comme négligeables et ne sont pas communiquées dans ce rapport. De plus, compte tenu de son implantation exclusivement parisienne, le Groupe ne prélève pas d'eau dans des zones à stress hydrique.

##### ***Consommation d'énergie***

Les consommations d'énergie du Groupe se limitent aux consommations d'électricité des locaux parisiens, aux consommations des activités logistiques et de transport des salariés dans le cadre de leurs déplacements professionnels.

En 2013, la consommation d'électricité des locaux parisiens correspond à 174 336 kWh.

##### ***Consommation de matière première***

Les consommations de matières premières par les activités d'EOS imaging sont considérées comme négligeables, les activités de production étant limitées à la fabrication des détecteurs. Seule la consommation de papier est communiquée dans le présent rapport : en 2013, le Groupe a consommé 500 ramettes de papier, soit 1,2 tonnes de papier, représentant un coût de 15 300€ si l'on intègre les consommations externes des activités marketing, non incluses dans ce tonnage.

#### Changement climatique

Les déplacements professionnels et la logistique sont les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre du Groupe. A ce jour, les émissions liées au transport des équipements vendus ne sont pas suivies ; toutefois, afin de limiter l'empreinte carbone des activités logistiques du Groupe, EOS imaging a recours essentiellement au transport maritime pour l'expédition des équipements vendus en Amérique du Nord et en Asie.

Les voyages des collaborateurs représentent également une source d'émissions de gaz à effet de serre importante. En 2013, les émissions associées ont pu être calculées sur un périmètre restreint aux collaborateurs d'EOS France et à leurs déplacements professionnels en avion et en train : celles-ci s'élèvent à 216 054 kg eq CO<sub>2</sub> pour un total de 2,26 millions de kms parcourus en avion et 172 mille kms parcourus en train. EOS imaging engage une démarche pour être en mesure d'étendre ce périmètre aux collaborateurs d'Amérique du Nord.



## COMMUNIQUE RELATIF AUX HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Tableau récapitulatif des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2013</b>	
	Deloitte	Fi Solutions
<b>Audit</b>		
<i>Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés</i>	50	25
- Eos Imaging SA - Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH, Onefit Medical)		
<i>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes</i>	16	
- Eos Imaging SA - Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH, Onefit Medical)		
<b>Sous Total</b>	<b>66</b>	<b>25</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>		
<i>Juridique, social, fiscal</i>		
<i>Autres</i>		
<b>Sous Total</b>		
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>25</b>

**EOS IMAGING**  
**10 rue Mercoeur – 75011 Paris**

**RCS Paris 349 694 893**

**Comptes consolidés établis en normes IFRS**

**Exercice clos le 31 décembre 2013**

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)

ACTIF	Note	Exercice clos le	
		31/12/13	31/12/12
Ecarts d'acquisition	4	5 131	
Immobilisations incorporelles	5	1 552	880
Immobilisations corporelles	6	1 113	537
Actifs financiers	7	85	58
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>7 882</b>	<b>1 475</b>
Stocks et encours	8	3 215	1 103
Clients et comptes rattachés	9	10 839	5 973
Autres actifs courants	9	3 909	2 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	20 749	26 975
<b>Total des actifs courants</b>		<b>38 712</b>	<b>36 160</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>46 594</b>	<b>37 635</b>

PASSIF	Note	31/12/13	31/12/12
Capital social	11	180	174
Actions propres		(282)	(336)
Primes liées au capital		62 015	58 513
Réserves		(25 917)	(19 810)
Réserves de conversion		(45)	161
Résultat consolidé, part du groupe		(5 884)	(7 223)
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>30 067</b>	<b>31 478</b>
Provisions	12	171	129
Passifs financiers	13	3 916	752
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>4 087</b>	<b>881</b>
Passifs financiers - Part à moins d'un an			
Concours bancaires	14	5 007	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14	4 021	2 330
Autres passifs courants	14	3 412	2 945
<b>Total des passifs courants</b>		<b>12 440</b>	<b>5 275</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>46 594</b>	<b>37 635</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)

	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2013	2012
<b>Produits des activités ordinaires</b>			
Chiffre d'affaires	15	15 170	9 424
Autres produits	15	1 501	970
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>		<b>16 671</b>	<b>10 394</b>
<b>Charges opérationnelles</b>			
Coûts directs des ventes		(8 691)	(5 659)
Coûts indirects de production et service	18	(2 247)	(1 588)
Recherche et développement	18	(2 598)	(2 164)
Ventes et marketing	18	(5 116)	(4 224)
Réglementaire	18	(569)	(670)
Coûts administratifs	18	(2 694)	(2 381)
Paievements fondés sur des actions	17	(1 125)	(1 404)
<b>Total des charges opérationnelles</b>		<b>(23 041)</b>	<b>(18 090)</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>(6 370)</b>	<b>(7 697)</b>
Charges financières	19	(152)	(214)
Produits financiers	19	638	688
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>(5 884)</b>	<b>(7 223)</b>
Charge d'impôt	20		
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE - Part du groupe</b>		<b>(5 884)</b>	<b>(7 223)</b>
<b>Eléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net</b>			
Ecart de conversion sur entités étrangères		(206)	161
<b>Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>			
Ecart actuariels sur engagements retraites		(6)	
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>		<b>(6 096)</b>	<b>(7 062)</b>
Résultat net par action (en euros) - de base et dilué	23	(0,34)	(0,43)

# ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Capitaux propres du groupe EOS IMAGING	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé	Total
<b>31/12/2011</b>	<b>116</b>	<b>22 272</b>		<b>(14 100)</b>	<b>99</b>	<b>(6 653)</b>	<b>1 733</b>
Affectation du résultat N-1				(6 653)		6 653	
Variation des écarts de conversion					62		62
Augmentation de capital	58	36 241					36 299
Résultat de la période N						(7 223)	(7 223)
Paievements en actions				943			943
Actions propres			(336)				(336)
<b>31/12/2012</b>	<b>174</b>	<b>58 513</b>	<b>(336)</b>	<b>(19 810)</b>	<b>161</b>	<b>(7 223)</b>	<b>31 478</b>
Affectation du résultat N-1				(7 223)		7 223	
Augmentation de capital	6	3 494					3 500
Attribution de BSA		8					8
Variation des écarts de conversion					(206)		(206)
Variation des écarts actuariels				(6)			(6)
Changement de méthode				(3)			(3)
Résultat de la période N						(5 884)	(5 884)
Paievements en actions				1 125			1 125
Actions propres			54				54
<b>31/12/2013</b>	<b>180</b>	<b>62 015</b>	<b>(282)</b>	<b>(25 917)</b>	<b>(45)</b>	<b>(5 884)</b>	<b>30 067</b>

# TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		
Résultat net consolidé	(5 884)	(7 223)
Elimination des amortissements et provisions	743	503
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	1 125	943
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(4 015)</b>	<b>(5 777)</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>(6 506)</b>	<b>(2 554)</b>
<i>Stocks et encours</i>	(2 116)	186
<i>Clients et comptes rattachés</i>	(4 937)	(3 173)
<i>Autres actifs courants</i>	(1 654)	(424)
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	1 892	(108)
<i>Autres passifs courants</i>	309	965
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités opérationnelles</b>	<b>(10 522)</b>	<b>(8 331)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 698)	(585)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19)	96
Variation des actifs financiers	(19)	
Acquisition Onefit Médical (1)	(299)	
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement</b>	<b>(2 035)</b>	<b>(490)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation de capital		36 299
Emission de BSA	8	
Avances remboursables et intérêts financiers	178	32
Acquisition d'actions propres	(280)	(540)
Cession d'actions propres	334	205
Emprunt à taux zéro	1 500	
Emprunt obligataire		(1 923)
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités de financement</b>	<b>1 740</b>	<b>34 072</b>
Incidences des variations des cours des devises	(417)	12
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>(11 233)</b>	<b>25 262</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	26 975	1 712
Concours bancaires à l'ouverture		
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>26 975</b>	<b>1 712</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	20 749	26 975
Concours bancaires à la clôture	(5 007)	
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>15 742</b>	<b>26 975</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>(11 233)</b>	<b>25 262</b>

(1) La trésorerie nette décaissée dans le cadre de l'acquisition de la société Onefit Médical se décompose comme suit :

- Prix d'acquisition	(5 000)
- Augmentation de capital	3 500
- Complément de prix comptabilisé en dettes	1 000
- Trésorerie acquise	201
Incidence de l'acquisition sur la trésorerie du groupe	(299)

## NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

### Note 1 : La société

Créée en 1989, la société EOS Imaging SA développe et commercialise une nouvelle modalité d'imagerie médicale à très faible dose d'irradiation, en 2D et 3D, du corps entier et en particulier du système ostéo-articulaire.

Dans le cadre de son développement à l'international, la société a créé trois filiales :

- EOS Imaging Inc. aux Etats-Unis en juin 2006,
- EOS Image Inc. au Canada en août 2000,
- EOS Imaging GmbH en Allemagne en mai 2008.

Le 27 novembre 2013, la société a acquis 100% des titres de la société OneFit Médical, éditeur de logiciels de planification pour les chirurgies du genou et de la hanche et fabricant de guides de coupe personnalisés en orthopédie (cf. note 4).

Depuis le 15 février 2012, la société est cotée sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

### Note 2 : Arrêté des comptes

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2013 d'EOS Imaging ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 8 avril 2014.

### Note 3 : Principes et méthodes comptables

#### 3.1. Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers évalués à leur juste valeur. L'établissement des états financiers selon les principes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants et les informations fournies dans les états financiers. Les résultats réels peuvent s'avérer sensiblement différents de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes et le cas échéant, une analyse de sensibilité peut être mise en œuvre si elle présente un caractère significatif. Le principal poste concerné est celui relatif aux paiements fondés sur des actions (voir note 17).

#### 3.2. Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de la société EOS Imaging sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2013. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont identiques à ceux utilisés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 à l'exception de la norme IAS 19 révisée qui a généré un impact sur les capitaux propres au 31 décembre 2013 de 9 K€. L'impact sur les comptes au 31 décembre 2012 n'a pas été répercuté étant considéré comme non significatif.

Les autres normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour le groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2013 sont les suivants :

- l'amendement à IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) »;
- l'amendement à IFRS 7 « Informations sur les compensations entre actifs et passifs financiers » ;
- l'amendement à IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants » ;
- l'amendement à IFRS 1 « Emprunts bonifiés accordés par l'Etat » ;
- l'IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ;
- l'IFRIC 20 « Frais de découverte ».
- les améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS : IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 16 « Immobilisations corporelles », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IAS 34 « Information financière intermédiaire » ;
- l'amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents ».

Par ailleurs, le groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne ou n'étant pas encore d'application obligatoire au 31 décembre 2013.

Les normes adoptées par l'Union Européenne mais n'étant pas encore d'application obligatoire au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », IAS 27 « Etats financiers individuels », IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » : corps de normes relatif à la consolidation ;
- les amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12 ;
- les amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 « Entités d'investissement » ;
- l'amendement à IAS 32 « Compensations entre actifs et passifs financiers » ;
- les amendements à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » ;
- les amendements à IAS 36 « Dépréciation des actifs - Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ».

Les normes non encore adoptées par l'Union Européenne sont les suivantes :

- l'IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- les amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies – contributions des membres du personnel » ;



- les amendements de l'IFRS 9 et de l'IFRS 7 « Date d'entrée en vigueur et transition des informations à fournir obligatoires » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers : comptabilité de couverture et amendements à IFRS 9, IFRS 7 et à IAS 39 » ;
- les améliorations annuelles des IFRS (2010–2012) ;
- les améliorations annuelles des IFRS (2011–2013) ;
- l'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ».

La direction prévoit que l'application de ces normes n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

### 3.3. Méthodes de consolidation

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles la société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la société en acquiert le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les transactions et les soldes intragroupe sont éliminés. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles de la société.

A la date de publication de ces états financiers consolidés, la société détient quatre filiales à 100% :

- EOS Imaging Inc.
- EOS Image Inc.
- EOS Imaging GmbH
- OneFit Médical, société acquise le 27 novembre 2013 (cf note 4).

Ainsi, la société présente des comptes consolidés sur l'exercice clos au 31 décembre 2013 intégrant les comptes de ses filiales.

### 3.4. Investissements nets à l'étranger

Les créances détenues auprès des filiales étrangères consolidées pour lesquelles les règlements ne sont pas prévisibles sont considérées comme des investissements nets en devises. A ce titre et conformément à l'IAS21, les gains et pertes de change sur ces créances en monnaies fonctionnelles converties en euros pour la consolidation ont été inscrits en autres éléments du résultat global.

### 3.5. Regroupements d'entreprises

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, les actifs, les passifs, les éléments hors bilan ainsi que les passifs éventuels identifiables des entités acquises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée est évaluée à sa juste valeur et inclut la juste valeur d'une éventuelle contrepartie conditionnelle.

Les frais connexes liés aux acquisitions sont comptabilisés en charges sur la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

L'écart positif constaté à la date de prise de contrôle, entre le coût d'acquisition de l'entité et la quote-part de la situation nette acquise est inscrit dans la rubrique « Écarts d'acquisition » à l'actif de l'état de situation financière consolidée. Lorsque l'écart est négatif, il doit être directement comptabilisé en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

### 3.6. Immobilisations incorporelles

En application des critères de la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

#### 3.6.1. Frais de recherche et développement

La société développe deux types de produits pour lesquels une nouvelle version est mise régulièrement sur le marché.

Les frais de recherche sont systématiquement comptabilisés en charges.

Selon IAS 38, les frais de développement, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants est satisfait :

- (a) faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement,
- (b) intention de la société d'achever le projet et de le mettre en service,
- (c) capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle,
- (d) démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- (e) disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet et
- (f) évaluation fiable des dépenses de développement.

En application de cette norme, la société a comptabilisé jusqu' au 1<sup>er</sup> janvier 2008 l'ensemble de ses dépenses de R&D en charges.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, les dépenses relatives au développement des nouvelles fonctionnalités des produits EOS et STEREOS sont inscrites à l'actif. En revanche les coûts de recherche et d'amélioration des fonctionnalités existantes demeurent en charges de l'exercice.

Les coûts de développement portés à l'actif, constitués essentiellement de charges de personnel, sont amortis linéairement :

- sur une durée de 1 à 5 ans pour les produits EOS, estimée en fonction de la durée de vie moyenne des nouvelles fonctionnalités ;
- sur 3 ans pour les produits sterEOS. Cette durée correspond à la durée de vie moyenne estimée des nouvelles fonctionnalités apportées par chaque nouvelle version mise sur le marché.

#### 3.6.2. Brevets

Les coûts relatifs aux dépôts de brevets en cours de validité, engagés par la société jusqu'à l'obtention de ces derniers, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en raison de la conformité aux critères d'activation énoncés par l'IAS 38. Ils sont amortis linéairement à compter de la première délivrance des brevets sur la durée de protection accordée soit 20 ans.

### 3.6.3. Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ils sont amortis linéairement sur une période de 1 an.

### 3.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les rénovations et les aménagements majeurs sont immobilisés, les frais de réparation, de maintenance et les coûts des autres travaux de rénovation sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les agencements de biens loués sont amortis sur la durée la plus courte de leur durée de vie propre ou de la durée du contrat de location.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Matériel industriel et de laboratoire	4 ans
Installations et agencements	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier de bureau	5 ans

### 3.8. Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

#### 3.8.1. Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

#### 3.8.2. Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixes, autres que les prêts et créances, et que la société a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

### 3.8.3. Prêts et Créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales.

Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif.

Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Les prêts et créances comprennent aussi les dépôts et cautionnements, classés au bilan en immobilisations financières.

### 3.8.4. Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus-value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « fair value »).

## 3.9. Valeur recouvrable des actifs non courants

Les actifs corporels et incorporels ayant une durée de vie déterminée sont soumis à un test de dépréciation lorsque la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

### 3.10. Stocks et encours

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est enregistrée en résultat.

Les stocks sont évalués selon la méthode CUMP.

### 3.11. Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que dans un objectif de placement ou pour d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par des liquidités immédiatement disponibles, des placements à terme immédiatement mobilisables et des titres de placement à court terme. Ils sont évalués selon les catégories IAS 39 auxquelles ils appartiennent.

Les titres de placement à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

### 3.12. Capital

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts des opérations en capital directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission.

### 3.13. Paiements fondés sur des actions

Depuis sa création, la société a mis en place plusieurs plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres sous la forme d'options de souscription d'actions attribués à des salariés de la société EOS imaging en France. Elle a également procédé à l'attribution gratuite d'actions au bénéfice de salariés, de même qu'à l'émission de bons de souscription en actions au bénéfice d'administrateurs.

La société a appliqué la norme IFRS 2 à l'ensemble des instruments de capitaux propres octroyés à des salariés et administrateurs depuis 2007.

En application de la norme IFRS 2, le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé en charge en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres sur la période au cours de laquelle les droits à bénéficier des instruments de capitaux propres sont acquis.

Pour les plans de 2007 à 2011, la totalité des options émises étant acquises au moment du départ du salarié, il n'y a pas eu de période d'acquisition et la juste valeur des plans a été comptabilisée en totalité à la date de clôture de l'exercice au cours duquel le plan a été octroyé.

La juste valeur des options de souscription d'actions et des actions gratuites octroyées aux salariés et celle des bons de souscription en actions octroyés aux administrateurs sont déterminées par application du modèle Black-Scholes de valorisation d'options comme décrit en note 17.

### 3.14. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

#### 3.14.1. Passifs financiers au coût amorti

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, sur la base du TIE. Le TIE est le taux qui égalise le flux attendu des sorties de trésorerie futures à la valeur nette comptable actuelle du passif financier afin d'en déduire son coût amorti.

#### 3.14.2. Passifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les passifs à la juste valeur par le compte de résultat sont évalués à leur juste valeur.

### 3.15. Subventions et avances conditionnées

La société bénéficie d'un certain nombre d'aides, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Le détail de ces aides est fourni en note 13.

Les subventions sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- la société se conformera aux conditions attachées aux subventions et
- les subventions seront reçues.

Les prêts remboursables sous conditions sont traités comme une subvention publique s'il existe une assurance raisonnable que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, ils sont classés en dettes.

Une subvention publique à recevoir soit en compensation de charges ou de pertes déjà encourues, soit à titre de soutien financier immédiat à la société sans coûts futurs liés, est comptabilisée en produits de l'exercice au cours duquel la créance devient acquise.

### 3.16. Provisions

#### 3.16.1. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux engagements résultant de litiges et risques divers, dont l'échéance et le montant sont incertains, auxquels la société peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite envers un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée si nécessaire à la date de clôture.

#### 3.16.2. Provision garantie

Les ventes sont assorties d'une période de garantie d'un an ou plus. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts sont basés sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au coût de maintenance des équipements sous garantie, plafonnée à un an de garantie et pour la période restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

#### 3.16.3. Engagement de retraite

Les salariés de la société bénéficient des prestations de retraites prévues par la loi en France :

- obtention d'une indemnité de départ à la retraite, versée par la société, lors de leur départ en retraite (régime à prestations définies) ;
- versement de pensions de retraite par les organismes de Sécurité Sociale, lesquels sont financés par les cotisations des entreprises et des salariés (régime d'état à cotisations définies).

S'agissant d'un régime à prestations définies, les coûts des prestations de retraite sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, le coût des retraites est constaté dans le résultat de manière à le répartir uniformément sur la durée de services des employés. Les engagements de retraite sont évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés en retenant le taux de marché fondé sur les obligations à long terme des entreprises de première catégorie avec une durée correspondante à celle estimée pour le régime.

Suite à la révision de la norme IAS 19, les écarts actuariels ne sont plus amortis dans la charge mais sont totalement comptabilisés en autres éléments du résultat global ; les modifications de régime sont traitées en tant que coûts des services passés et constatées immédiatement en résultat.

La société fait appel à des actuaires pour réaliser une revue annuelle de la valorisation de ces plans.

Les salariés des filiales étrangères ne bénéficient pas d'engagements de retraite.

### 3.17. Produits des activités ordinaires

#### 3.17.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société résulte de la vente d'équipements d'imagerie médicale et des services associés.

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens vendus dans le cadre habituel des activités de la société. Le chiffre d'affaires figure net de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de produits, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

La société comptabilise des produits lorsque le montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront à la société et que les critères spécifiques sont remplis pour l'activité de la société.

Pour les ventes d'équipements, le chiffre d'affaires est constaté lors du transfert à l'acheteur de l'intégralité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien, et qui selon les cas se situe à l'expédition, à la livraison ou à l'installation de l'équipement.

Une garantie est attachée à chaque vente d'équipement. Seuls les revenus relatifs à la période de garantie excédant un an sont différés pour être reconnus en produits sur la période concernée, la garantie inférieure ou égale à un an n'étant pas vendue séparément de l'équipement.

#### 3.17.2. Autres produits

##### 3.17.2.1 Subventions

Depuis sa création, la société reçoit, en raison de son caractère innovant, un certain nombre d'aides ou subventions de l'Etat ou des collectivités publiques destinées à financer son fonctionnement ou des recrutements spécifiques. Les subventions sont comptabilisées en produits au fur et à mesure de l'engagement des charges associées indépendamment des encaissements.

##### 3.17.2.2 Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'Etat français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.



Le groupe bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création. En raison du contrôle fiscal mené au cours de l'exercice 2013 et dont les conclusions ont été rendues début 2014, le remboursement du crédit d'impôt recherche 2012 n'a pas été réalisé au cours de l'exercice 2013. Le crédit d'impôt recherche à recevoir au titre de l'exercice 2013 s'élève à 1.178 K€ dont 1.067 K€ pour la société EOS imaging. La société a demandé son remboursement au titre du régime des PME communautaires conformément aux textes en vigueur.

Ces financements sont comptabilisés en « Autres produits » sur l'exercice qui a enregistré les charges ou dépenses correspondantes. La part des financements rattachés à des dépenses activées est déduite au bilan des dépenses activées et au compte de résultat des charges d'amortissement de ces dépenses.

### 3.18. Contrats de location

Le groupe ne détient aucun contrat de location-financement au sens de la norme IAS 17.

Les contrats de location pour lesquels une part significative des risques et avantages est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements effectués pour ces contrats de location simple, nets de toute mesure incitative, sont constatés en charges au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

### 3.19. Impôt sur les bénéfices

Les impôts différés sont constatés selon la conception étendue et selon la méthode du report variable, pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les différences temporaires principales sont liées aux pertes fiscales reportables. Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi à la date de clôture sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables. Compte tenu de son stade de développement qui ne permet pas d'établir des projections de résultat jugées suffisamment fiables, la société ne comptabilise pas les actifs nets d'impôts différés.

### 3.20. Information sectorielle

La société opère principalement sur la France et en Amérique du Nord.

Les coûts de recherche et développement, les coûts de production, les dépenses réglementaires et l'essentiel des coûts marketing, cliniques et administratifs sont exposés en France.

A ce stade, ces coûts ne font pas l'objet d'une répartition stricte par zone géographique où les produits de la société sont commercialisés. Par conséquent, la performance de la société est actuellement analysée au niveau consolidé.

Les actifs non courants et le chiffre d'affaires par zone géographique sont respectivement détaillés dans les notes 6 et 15.

### 3.21. Autres éléments du résultat global

Les éléments de produits et de charges de la période comptabilisés directement dans les capitaux propres, sont présentés, le cas échéant, dans la rubrique « Autres éléments du résultat global ».

Il s'agit des écarts de conversion €/US\$ et €/CAD sur la partie de créances intragroupe envers les filiales américaine et canadienne considérée comme de l'investissement net à l'étranger ainsi que des écarts actuariels sur les engagements de retraite.

### 3.22. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, auxquels la direction procède dans la mise en œuvre des méthodes comptables décrites ci-avant, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Ces estimations et jugements sont principalement la valorisation des options de souscription d'actions.

L'évaluation de la juste valeur des options de souscription d'actions octroyées à des employés est effectuée sur la base de modèles actuariels. Ces modèles requièrent l'utilisation par la société de certaines hypothèses de calcul telle que la volatilité attendue du titre.

#### Note 4 : Acquisition de OneFit Medical

Le 27 novembre 2013, EOS Imaging a acquis 100% des titres de la société OneFit Médical pour 4 millions d'euros, dont 0,5 million en numéraire et 3,5 millions d'euros par l'émission au bénéfice de OneFit Médical de 603 449 ABSA d'EOS Imaging.

Le protocole d'acquisition prévoit une clause de complément de prix de 1 million d'euros, lié à la réalisation d'objectifs réglementaires et de chiffre d'affaires, qui sera versé à OneFit Médical sous la forme d'attribution de 1 810 347 BSA permettant de souscrire 172 416 nouvelles actions d'EOS Imaging.

L'acquisition de OneFit Medical, comptabilisée pour 5 millions d'euros, inclut la totalité du complément de prix. Cette valorisation a un caractère provisoire et pourra être ajustée en fonction de la réalisation des objectifs décrits dans la clause de complément de prix.

La société OneFit Médical est consolidée dans les comptes du groupe depuis son acquisition et selon la méthode de l'intégration globale.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, le groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis. Les valeurs attribuées aux actifs et passifs identifiables ont été déterminées de façon provisoire, en fonction des éléments disponibles. Elles peuvent évoluer en fonction des informations nouvelles éventuelles relatives aux faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

<b>Actifs acquis</b>	<b>Justes valeurs</b>
Immobilisations incorporelles	81
Immobilisations corporelles	8
Actifs financiers	8
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>97</b>
Stocks et encours	
Clients et comptes rattachés	96
Autres actifs courants	151
Trésorerie et équivalents de trésorerie	201
<b>Total des actifs courants</b>	<b>448</b>
<b>Total des actifs acquis</b>	<b>545</b>

<b>Passifs acquis</b>	<b>Justes valeurs</b>
Passifs financiers - <i>avances OSEO</i>	486
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>486</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66
Autres passifs courants	124
<b>Total des passifs courants</b>	<b>189</b>
<b>Total des passifs acquis</b>	<b>676</b>

<b>Actifs nets acquis</b>	<b>(131)</b>
---------------------------	--------------

<b>Prix d'acquisition</b>	<b>5 000</b>
---------------------------	--------------

<b>Ecart d'acquisition provisoire</b>	<b>5 131</b>
---------------------------------------	--------------

L'écart d'acquisition déterminé ci-dessus correspond aux avantages économiques futurs que le groupe estime pouvoir dégager à la suite de l'acquisition de la société OneFit Médical.

## Note 5 : Immobilisations incorporelles

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

Immobilisations incorporelles	31 décembre 2012	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	Variation de taux de change	31 décembre 2013
Frais de développement	1 353	744				2 097
Logiciels	607	36	30	170		843
Brevets	339	91				429
<b>Total brut des immobilisations incorporelles</b>	<b>2 299</b>	<b>871</b>	<b>30</b>	<b>170</b>		<b>3 369</b>
Frais de développement	812	270				1 083
Logiciels	574	22	8	89		693
Brevets	33	9				42
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>1 419</b>	<b>301</b>	<b>8</b>	<b>89</b>		<b>1 817</b>
<b>Total net des immobilisations incorporelles</b>	<b>880</b>	<b>569</b>	<b>22</b>	<b>81</b>		<b>1 552</b>

Les projets dont les coûts de développement ont été activés concernent les équipements EOS et STEREOS.

Il n'y a pas eu de constatation de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

En l'absence d'indices de perte de valeur au 31 décembre 2013, et conformément aux dispositions d'IAS 36, la société n'a pas procédé au test de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles. En effet, le business plan par projet est toujours en phase avec celui défini lors de l'activation des frais.

## Note 6 : Immobilisations corporelles

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

Immobilisations corporelles	31 décembre 2012	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	Variation de taux de change	31 décembre 2013
Agencements et installations	596	182			(6)	772
Installations et matériels techniques	687	572				1 260
Matériel de bureau et informatique	434	73	(5)	9	(4)	507
Mobilier				4		4
<b>Total brut des immobilisations corporelles</b>	<b>1 718</b>	<b>827</b>	<b>(5)</b>	<b>13</b>	<b>(10)</b>	<b>2 543</b>
Agencements et installations	364	52			(5)	411
Installations et matériels techniques	462	147				609
Matériel de bureau et informatique	355	55	(2)	3	(3)	408
Mobilier				2		2
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>1 181</b>	<b>255</b>	<b>(2)</b>	<b>5</b>	<b>(8)</b>	<b>1 430</b>
<b>Total net des immobilisations corporelles</b>	<b>537</b>	<b>572</b>	<b>(3)</b>	<b>8</b>	<b>(1)</b>	<b>1 113</b>

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes par secteur géographique se présentent comme suit :

<b>Immobilisations incorporelles et corporelles nettes</b> (en milliers d'euros)	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
France	2 633	1 388
EMEA hors France		4
Amérique du Nord	32	25
<b>Total immobilisations incorporelles et corporelles nettes</b>	<b>2 665</b>	<b>1 417</b>

**Note 7 : Actifs financiers et autres actifs**

L'évolution des immobilisations financières s'analysent comme suit :

<b>Immobilisations financières</b>	31 décembre 2012	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	Variation de taux de change	31 décembre 2013
Dépôts de garantie	58	20	(1)	8		85
<b>Total net des immobilisations financières</b>	<b>58</b>	<b>20</b>	<b>(1)</b>	<b>8</b>		<b>85</b>

**Note 8 : Stocks et encours**

<b>Stocks et en-cours</b> (en milliers d'euros)	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Stocks et en cours de produits finis	3 215	1 103
Dépréciation		
<b>Total net des stocks et en-cours</b>	<b>3 215</b>	<b>1 103</b>

L'évolution du niveau des stocks et en cours résulte essentiellement du développement des volumes de production du groupe et de celui des bases installées.

## Note 9 : Créances clients et autres actifs courants

### 9.1. Clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Clients et comptes rattachés	10 913	6 048
Dépréciation des clients et comptes rattachés	(74)	(75)
<b>Total net des clients et comptes rattachés</b>	<b>10 839</b>	<b>5 973</b>

Toutes les créances clients non dépréciées ont une échéance à moins d'un an.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 aucun client n'a représenté individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

### 9.2. Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

Autres actifs courants (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Crédit d'impôt recherche	2 142	992
Avances Fournisseurs	13	305
Fournisseurs - avoirs à recevoir	241	178
Taxe sur la valeur ajoutée	586	379
Charges constatés d'avance	367	223
Subventions à recevoir	458	(12)
Autres créances	101	44
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>3 909</b>	<b>2 109</b>

Les charges constatées d'avance correspondent essentiellement à des loyers, des primes d'assurance et des frais de publicité.

Le crédit d'impôt recherche comptabilisé au 31 décembre 2013 correspond au produit comptabilisé en 2013 au titre des dépenses exposées au cours de l'exercice ainsi qu'au crédit impôt recherche 2012 non remboursé à la date de clôture de l'exercice, compte tenu du contrôle fiscal mené sur la société en 2013 qui s'est traduit par un ajustement net de 47K€. Cet ajustement a été comptabilisé au 31 décembre 2013 en déduction du produit de l'exercice.

### 9.3. Crédit d'impôt recherche

L'évolution du crédit d'impôt recherche se présente comme suit :

<b>Bilan créance clôture 31-12-2011</b>	<b>512</b>
Produit	955
Paievements	(476)
Variation de change	
<b>Bilan créance clôture 31-12-2012</b>	<b>992</b>
Produit	1 153
Paievements	
Variation de change	(4)
<b>Bilan créance clôture 31-12-2013</b>	<b>2 142</b>

Comme indiqué au paragraphe précédent, les produits comptabilisés en 2013 correspondent à la comptabilisation du CIR 2013 ainsi qu'à un ajustement négatif de 47 K€ des crédits impôt recherche de 2009 à 2012 suite au contrôle fiscal dont la société a fait l'objet en 2013.

#### Note 10 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b> (en milliers d'euros)	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Dépôts bancaires à court terme	20 531	26 608
SICAV monétaires	218	366
<b>Total</b>	<b>20 749</b>	<b>26 975</b>

Les dépôts bancaires à court terme sont essentiellement composés d'un compte à terme d'un montant de 18 millions d'euros, d'intérêts à recevoir sur ce compte à terme pour un montant de 1 036K€ et de valeurs mobilières de placements d'un montant de 218K€, correspondant aux disponibilités résultant de la mise en œuvre d'un contrat de liquidité.

Une ligne de découvert de 5 millions d'euros négociée en fin d'exercice afin d'optimiser le résultat financier de l'exercice compte tenu d'un différentiel de taux favorable, est comptabilisée en concours bancaires.

## Note 11 : Capital

### 11.1. Capital émis

Le tableau ci-après présente l'évolution du capital de la société sur la période :

Date	Opération	Capital	Prime d'émission	Total	Nombre d'actions composant le capital
<b>Total au 31 décembre 2011</b>		<b>116 036</b>	<b>22 271 528</b>		<b>11 603 559</b>
15/02/2012	Augmentation de capital	57 989	39 780 248		5 798 870
	Frais d'augmentation de capital		(3 539 188)		
<b>Total au 31 décembre 2012</b>		<b>174 025</b>	<b>58 512 589</b>		<b>17 402 429</b>
15/03/2013	Emission de BSA		8 400		
27/11/2013	Augmentation de capital	6 034	3 493 970		603 449
<b>Total au 31 décembre 2013</b>		<b>180 059</b>	<b>62 014 958</b>		<b>18 005 878</b>

Au 31 décembre 2013, le capital social s'établit à 180.059 euros. Il est divisé en 18 005 878 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,01 €.

### 11.2. Actions propres

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place suite à l'introduction en bourse, la société détient au 31 décembre 2013, 38 046 actions d'autocontrôle. Ces actions sont portées en diminution des capitaux propres consolidés pour un montant de 282 K€.

### 11.3. Options de souscription d'actions

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du même jour a octroyé 360.000 actions gratuites à un membre de la direction.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 21 septembre 2012 a accordé 376 916 stock-options aux salariés du groupe.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale à caractère mixte du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 31 décembre 2012 a émis 270.000 bons de souscription autonomes au profit d'administrateurs; ces BSA donnant droit d'acheter une action ordinaire au prix de 4,24 euros. Au 31 décembre 2013, 40 000 BSA ont été souscrits, la date limite de souscription étant le 30 juin 2013.



La société a émis les plans d'options suivants :

Type	Date d'octroi	Prix d'exercice	En cours au 31.12.2013
SO 2009	07/07/2009	1.00 €	478 889
SO 2010	06/07/2010	1.00 €	326 125
SO 2010	20/05/2011	1.00 €	48 375
Actions gratuites	15/02/2012		360 000
SO 2012	21/09/2012	4.07 €	306 316
BSA	31/12/2012	4.24 €	40 000
			<b>1 605 430</b>

L'incidence sur l'état du résultat global des paiements fondés sur des actions est présentée en note 17.

## Note 12 : Provisions

### 12.1. Engagement des indemnités de fin de carrière

	31 décembre 2012	Augmentations	Diminutions	31 décembre 2013
Indemnités de départ à la retraite	129	42		171
<b>Total</b>	<b>129</b>	<b>42</b>		<b>171</b>

Les hypothèses retenues pour la détermination des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Date d'évaluation	31/12/2012	31/12/2013
Modalités de départ à la retraite	<i>Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans</i>	<i>Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans</i>
Taux de charges sociales	52 %	48 %
Taux d'actualisation	2,80 %	4,30 %
Tables de mortalité	INSEE TD / TV 2007 – 2009	INSEE TD / TV 2007 – 2009
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	3%	3,40%
Taux de rotation	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge	Taux moyen de 12%, lissé par classe d'âge

Les droits accordés aux salariés de la société en France sont définis par les conventions collectives suivantes :

- Accords Nationaux de la Métallurgie (cadres et non-cadres)
- Accord régional de la Métallurgie : région parisienne (non-cadres uniquement).

## Note 13 : Passifs financiers non courants

Passifs financiers (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Avances OSEO	1 416	752
Prêt à taux zéro	1 500	
Complément prix acquisition Onefit Médical	1 000	
<b>Total</b>	<b>3 916</b>	<b>752</b>

### Avances OSEO

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation Stratégique Industrielle, EOS imaging bénéficie d'une avance remboursable accordée par OSEO en juillet 2009, d'un montant maximum de 1.275 K€.

Au 31 décembre 2013, les versements réalisés s'élèvent à 822 K€.

Les remboursements seront effectués en fonction des résultats d'exploitation de la société, à savoir 0,5% du chiffre d'affaires réalisé sur la vente des produits issus du projet, à compter de l'année suivant l'atteinte d'un chiffre d'affaires cumulé de 30 M€, puis de 0,75% dès l'atteinte d'un chiffre d'affaire cumulé de 50 M€. L'avance sera considérée comme intégralement remboursée lorsque le total des versements effectués actualisé au taux de 4,47% atteindra le montant total actualisé au même taux de l'aide versée. En conséquence cette avance figure en dettes au bilan pour 929 K€. Les premiers remboursements de cette aide commenceront donc en 2014.

Dans le cadre du développement d'une instrumentation sur mesure pour la chirurgie orthopédique du genou, Onefit Medical bénéficie d'une avance remboursable d'un montant de 250K€. En cas de succès technique ou commercial du projet, le remboursement de l'avance consentie sera réalisé sur une période de 45 mois, commençant en septembre 2015. En cas d'échec, ces remboursements seront plafonnés à la somme de 98 K€ et réalisés sur une période de 21 mois, commençant en septembre 2015.

Onefit Medical bénéficie également d'un prêt participatif à l'innovation d'un montant de 150K€, d'une durée de 8 ans comprenant une période de différé d'amortissement de 3 ans, et consenti à Euribor 3 mois majoré de 5,6%, réduit à Euribor 3 mois majoré de 3,80% pendant la période de différé d'amortissement. Ce prêt est remboursable en cinq ans à partir du 31 mai 2015.

### Prêt à taux zéro OSEO

EOS imaging bénéficie d'un prêt à taux zéro d'un montant de 1,5 million d'euros accordé par OSEO en mai 2013, et versé en juillet 2013.

Ce prêt, qui comprend une durée de différé d'amortissement est suivie d'une période d'amortissement linéaire de 12 remboursement trimestriels, dont la première échéance est en mars 2017.

### Complément de prix d'acquisition des titres Onefit Médical

Cf. note 4.

## Note 14 : Concours bancaires et autres passifs courants, dettes fournisseurs

### 14.1. Concours bancaires

Concours bancaires (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Concours bancaires	5 007	
<b>Total</b>	<b>5 007</b>	

Comme indiqué en note 10, les concours bancaires concernent une ligne de découvert de 5 millions d'euros négociée en fin d'exercice afin d'optimiser le résultat financier de l'exercice.

### 14.2. Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 021	2 330
<b>Total</b>	<b>4 021</b>	<b>2 330</b>

L'augmentation au cours de l'exercice de 72% des dettes fournisseurs et comptes rattachés s'explique essentiellement par le développement de 61% de l'activité.

Aucune actualisation n'a été pratiquée sur ce poste dans la mesure où les montants ne représentaient pas d'antériorité supérieure à un an à la fin de chaque période concernée.

### 14.3. Autres passifs courants

#### 14.3.1. Provisions à moins d'un an

	31 décembre 2012	Augmentations	Diminutions	31 décembre 2013
Garanties données aux clients	349	302	(148)	503
<b>Total</b>	<b>349</b>	<b>302</b>	<b>(148)</b>	<b>503</b>

L'augmentation de la provision pour garantie en 2013 est liée à la réévaluation des coûts de maintenance des équipements sous garantie, ainsi qu'au nombre d'équipements sous garantis, compte tenu des équipements vendus au cours de l'exercice.

### 14.3.2. Autres passifs courants

Autres passifs courants (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Dettes fiscales	415	269
Dettes sociales	1 634	1 549
Autres dettes	523	491
Produits constatés d'avance	337	287
<b>Total des autres passifs courants</b>	<b>2 909</b>	<b>2 597</b>

Les dettes fiscales correspondent essentiellement à de la TVA à payer ainsi qu'aux taxes assises sur les salaires.

Les dettes sociales concernant les salaires, charges sociales et congés à payer.

Les autres dettes correspondent principalement à des redevances à payer d'un montant de 342 K€ au titre des ventes d'équipements réalisées en 2013.

Les produits constatés d'avancement essentiellement de la facturation de maintenance.

### 14.4. Instruments financiers inscrits au bilan et effet résultat

Exercice clos le 31 décembre 2013	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments non financiers
Actifs financiers non courants	85		85		
Clients et comptes rattachés	10 839		10 839		
Autres actifs courants	3 909				3 909
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 749	20 749			
<b>Total actif</b>	<b>35 582</b>	<b>20 749</b>	<b>10 924</b>		<b>3 909</b>
Passifs financiers à long terme	3 916			3 916	
Concours bancaires	5 007			5 007	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 021			4 021	
Autres passifs courants	3 412				3 412
<b>Total passif</b>	<b>16 356</b>			<b>12 944</b>	<b>3 412</b>

Juste valeur par résultat (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Pertes sur équivalents de trésorerie		
Revenus sur équivalents de trésorerie	596	653
<b>Total juste valeur par résultat</b>	<b>596</b>	<b>653</b>

## Note 15 : Produits des activités ordinaires

### 15.1. Chiffres d'affaires et autres produits

Chiffre d'affaires et autres produits (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Ventes d'équipements	13 454	8 534
Ventes de services	1 716	890
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>15 170</b>	<b>9 424</b>
Subventions	452	14
Crédit d'impôt recherche	1 051	955
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>16 673</b>	<b>10 394</b>

Le chiffre d'affaires annuel 2013 s'élève à 15,17 millions d'euros, en progression de 61% par rapport à l'exercice précédent.

Avec la vente de 34 équipements contre 21 en 2012, les ventes d'équipements ont progressé de 58% sur l'exercice et s'élèvent à 13,45 millions d'euros au 31 décembre 2013. Le prix de vente moyen par équipement est de 395 K€, contre 406 K€ en 2012. A taux de change comparable, le prix de vente moyen s'élève à 400 K€.

Les ventes de services ont progressé de 71% et s'élèvent à 1,54 million d'euros contre 0,90 million d'euros l'année passée.

Ce chiffre d'affaires 2013 intègre également les ventes de la société Onefit Medical acquise en novembre 2013. Les ventes de guide de coupe chirurgicaux personnalisés et de services associés s'élèvent à 200 K€.

### 15.2. Chiffre d'affaires par zone géographique

Chiffre d'affaires par zone géographique (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
France	5 523	1 687
EMEA hors France	2 766	2 440
Amérique du nord	4 914	4 339
Asie	1 967	959
<b>Total chiffre d'affaires par zone géographique</b>	<b>15 170</b>	<b>9 424</b>

En 2013, EOS imaging a poursuivi son déploiement dans la zone EMEA où le Groupe a connu une très forte croissance de son activité, multipliant par deux le nombre d'équipements vendus (18 contre 9 l'année passée), soit un chiffre d'affaires de 8,29 millions d'euros.

En Amérique du Nord, le groupe a enregistré une progression de son activité de 13%, soit un chiffre

d'affaires de 4,91 millions d'euros contre 4,33 millions d'euros l'année passée, progression ponctuellement bridée par le décalage de plusieurs commandes.

Après avoir réalisé une première installation en 2012 à Singapour, le groupe a intensifié sa présence en Asie-Pacifique en 2013 avec une entrée très dynamique sur le marché Japonais au cours du quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires de la zone ressort ainsi en croissance de 105% à 1,97 million d'euros.

#### Note 16 : Charges de personnel

Charges du personnel (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Salaires	5 308	4 477
Charges sociales	2 104	2 246
Engagements de retraite	29	34
Paievements en actions	1 125	1 404
<b>Total charges du personnel</b>	<b>8 567</b>	<b>8 160</b>
<b>Effectifs moyens</b>	<b>77</b>	<b>58</b>

Les charges de personnel ont progressé de 5% sur l'exercice. L'augmentation de 10% des salaires et charges sociales reflète les recrutements réalisés en 2013 de même que ceux réalisés au cours de l'année 2012, et reflétés en totalité en 2013. Elle intègre enfin l'entrée des effectifs de Onefit Medical dans le périmètre de consolidation.

Cette augmentation est partiellement neutralisée par le versement en 2012 de bonus exceptionnels liés notamment à l'introduction en bourse de la société.

L'effectif consolidé moyen 2013 s'élève à 77 personnes, contre 58 personnes au 31 décembre 2012.

Les éléments présentés ci-dessus ne prennent pas en compte l'activation des frais de développement au titre d'IAS 38 (voir note 3.6.1).

## Note 17 : Paiements fondés sur des actions

### **Bons de souscription autonomes**

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale à caractère mixte du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 31 décembre 2012 a émis 270.000 bons de souscription autonomes au profit d'administrateurs; ces BSA donnant droit d'acheter une action ordinaire au prix de 4,24 euros. Au 31 décembre 2013, 40 000 BSA ont été souscrits, la date limite de souscription étant le 30 juin 2013.

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements fondés sur des actions ont été les suivantes :

- Maturité attendue : 5,5 à 6,5 ans
- Volatilité : 37,82%
- Taux sans risque : 1% à 1,29%
- Taux de dividendes et turnover : nul

Ces BSA pourront être exercés à hauteur de 33% à compter du 31/12/2013, 33% à compter du 31/12/2014 et le solde à compter du 31/12/2015.

La charge reconnue au 31 décembre 2013 au titre de ces BSA est de 47 K€.

En 2012, la société avait octroyé 360.000 actions gratuites à un membre de la direction et 376 916 stock-options aux salariés du groupe.

### **Actions gratuites**

La période d'acquisition des actions gratuites attribuées le 15 février 2012 étant de 2 ans à compter de cette date, la charge reconnue au 31 décembre 2013 au titre de ces actions est de 888 K€.

### **Stock-options**

Les options octroyées aux salariés par le conseil d'administration du 21 septembre 2012 ne peuvent être levées qu'aux conditions suivantes :

- à hauteur de 25% des options consenties à partir de la date d'attribution ;
- à hauteur de 25% des options consenties à chaque date d'anniversaire suivant l'attribution ;
- au plus tard dans les 10 ans à compter de la date d'octroi.

Ainsi la charge reconnue au 31 décembre 2013 au titre de ces stock-options est de 190 K€.

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements fondés sur des actions par application du modèle Black-Scholes de valorisation des options ont été les suivantes :

- Maturité attendue : 5,5 à 7 ans
- Taux de dividendes : nul
- Volatilité correspondant à la moyenne des volatilités historiques d'un panel de sociétés cotées comparables :

	SO 2007	SO 2009	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)	SO 2012	BSA
Volatilité	39.93%	40,75% à 41,62	35.13%	38.06%	40.98%	37.82%

- Taux d'intérêt sans risque qui correspondent aux taux des emprunts de l'état aux dates d'octroi :

	SO 2007	SO 2009	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)	SO 2012	BSA
Taux sans risque	4.60%	2,68% à 3,14%	2.43%	3.11%	1,32% à 1,77%	1,00% à 1,29%

Les prix d'exercice, durée de vie estimée et juste valeur des actions sous-jacentes à la date d'attribution des bons ont été utilisées pour la valorisation de chaque catégorie de rémunérations en actions :

Type	Juste valeur option	Nombre d'actions octroyées	Juste valeur plan (en milliers d'euros)
SO 2007	5.26 €	255 900	1 345
SO 2009	0,47€ à 1,49€	596 502	786
SO 2010 (a)	1.04 €	413 500	429
SO 2010 (b)	1.09 €	53 000	58
Actions gratuites	5.15 €	360 000	1 854
SO 2012	1,61€ et 1,84€	376 916	651
BSA	2,02€ et 2,18€	40 000	84
<b>Total</b>			<b>5 207</b>

En cas de départ de la société avant leur date de levée, les options octroyées avant 2012 deviennent acquises et exerçables. Il n'y a donc pas de période d'acquisition pour ces attributions et la juste valeur du plan a été comptabilisée immédiatement et en totalité à la date de clôture de l'exercice au cours duquel le plan a été octroyé.



(en milliers d'euros)	SO 2007	SO 2009	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)	Actions gratuites	SO 2012	BSA	Total
31/12/2007	1 345							1 345
31/12/2009		786						786
31/12/2010			429	58				487
31/12/2012					852	91		943
31/12/2013					888	190	47	1 125
<b>Total</b>	<b>1 345</b>	<b>786</b>	<b>429</b>	<b>58</b>	<b>1 740</b>	<b>281</b>	<b>47</b>	<b>4 686</b>

L'information détaillée sur le nombre d'options par catégories et les prix d'exercice est présentée en note 11.3.

## Note 18 : Détail des charges opérationnelles

### 18.1. Coûts directs de production et de service

Coûts directs des ventes (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2 013	2 012
Achats et sous-traitance	7 719	4 985
Charges de personnel	475	469
Redevances	341	174
Provisions	156	31
<b>Total des coûts directs des ventes</b>	<b>8 691</b>	<b>5 659</b>

Les coûts directs des ventes se composent essentiellement des coûts de production, de transport, et d'installation des équipements vendus sur la période, de même que des coûts de maintenance des équipements installés et maintenus par EOS imaging.

La phase d'intégration des équipements étant sous-traitée, les coûts de production sont majoritairement de coûts d'achats et de sous-traitance, dont l'évolution est directement liée à la progression des volumes de production d'équipement sur la période. L'évolution des coûts de maintenance est également liée au développement du nombre d'équipements maintenus.

Le volume de production 2013, soit 34 équipements produits, n'a pas encore permis d'optimiser le processus de fabrication ni de réaliser d'économies d'échelle significatives. Toutefois, la démarche engagée depuis 2011 pour optimiser le processus de fabrication - qui s'est traduite par une réduction significative du coût de production des équipements EOS pendant 2 exercices consécutifs - s'est poursuivie en 2013. Aussi, de nouveaux vecteurs de réduction de coûts de production ont été intégrés en fin d'année dans la fabrication des équipements. Cette nouvelle source de réduction du coût de production sera plus amplement reflétée en 2014.

Par ailleurs, la poursuite de la démarche de fiabilisation de certains composants a permis d'obtenir de nouvelles réductions du coûts de maintenance des bases installées, permettant une amélioration du taux de marge sur coûts directs de 2 points.

Les charges de personnel, constituées des coûts salariaux des équipes dédiées à l'installation et la maintenance des équipements, sont stables sur la période en dépit d'une progression significative des volumes d'installation et de maintenance, permettant d'obtenir une amélioration complémentaire de 2 points du taux de marge sur coûts directs.

Les redevances versées aux laboratoires partenaires d'EOS imaging au titre des accords de licence ont représenté 2,5% des ventes d'équipements, contre 2% en 2012. Ce taux est désormais stable jusqu'à la fin du contrat de licence.

Enfin, l'intégration des ventes de la société Onefit Medical, auxquelles est associé un taux de marge supérieur à celui des ventes d'équipements a une incidence limitée sur le taux de marge 2013, mais sera plus amplement reflétée dans la marge consolidée du groupe en 2014.

Il résulte de l'évolution favorable des paramètres industriels et du mix produit une amélioration de 4 points du taux de marge brute sur coûts directs. Après prise en compte de l'effet taux de change €/€ défavorable qui a pénalisé le taux de marge de 1 point, la progression du taux de marge brute sur coûts directs est de 3 points sur l'exercice.

### 18.2. Coûts indirects de production et de service

Coûts indirects de production et service (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Achats et sous-traitance	726	516
Frais de déplacement	467	304
Charges de personnel	1 041	768
Amortissements et provisions	13	
<b>Total des coûts indirects de production et service</b>	<b>2 247</b>	<b>1 588</b>

Les coûts indirects de production progressent de 42% sur l'exercice. Ils se composent des salaires et du coût de sous-traitance des fonctions n'intervenant pas directement dans le processus de production ou de maintenance (gestion des achats, de la planification, du contrôle qualité et back office), ainsi que des frais de déplacement et des achats externes. Leur progression sur l'exercice reflète le renforcement des fonctions support, notamment en back office et en supply chain.

### 18.3. Recherche et développement

Recherche et développement (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Achats et sous-traitance	802	564
Frais de déplacement	57	24
Charges de personnel	1 212	1 299
Amortissements et provisions	527	277
<b>Total recherche et développement</b>	<b>2 598</b>	<b>2 164</b>

La société a poursuivi sur l'exercice 2013 ses activités de recherche orientées vers de nouvelles fonctionnalités d'EOS et SterEOS. Les coûts de R&D qui en résultent progressent de 20% sur l'exercice.

Les dépenses de recherche et développement comptabilisées sur l'exercice se composent principalement des salaires de l'équipe R&D, dont la composante de frais de développement est inscrite à l'actif, et de coûts de sous-traitance.

La charge d'amortissement de ces frais de développement activés est présentée sur la ligne amortissements et provisions.

#### 18.4. Ventes, clinique et marketing

<b>Ventes, clinique et marketing</b> (en milliers d'euros)	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Achats et sous-traitance	1 271	995
Foires et expositions	416	361
Frais de déplacement	743	498
Charges de personnel	2 686	2 370
<b>Total ventes et marketing</b>	<b>5 116</b>	<b>4 224</b>

Les dépenses de ventes et marketing ont progressé de 21 % par rapport l'exercice précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par les recrutements réalisés au cours de l'exercice, notamment dans le domaine clinique, et par les recrutements réalisés au cours de l'année 2012, reflétés en totalité en 2013. Elle s'explique également par la poursuite du développement de la présence du groupe sur ses marchés.

#### 18.5. Réglementaire

<b>Réglementaire</b> (en milliers d'euros)	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Achats et sous-traitance	226	392
Frais de déplacement	20	12
Charges de personnel	323	266
<b>Total réglementaire</b>	<b>569</b>	<b>670</b>

Les dépenses réglementaires ont diminué de 15% au cours de l'exercice. Cette évolution résulte essentiellement de dépenses réglementaires significatives exposées en fin d'année 2012 dans le cadre du lancement de démarches visant à étendre les accords réglementaires du groupe à de nouveaux marchés. Ces démarches se sont poursuivies en 2013, entraînant toutefois des dépenses externes moins significatives sur la période.

## 18.6. Coûts administratifs

Coûts administratifs (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Achats et sous-traitance	1 802	1 314
Frais de déplacement	78	81
Charges de personnel	680	815
Amortissements et dépréciations	134	171
<b>Total coûts administratifs</b>	<b>2 694</b>	<b>2 381</b>

Les coûts administratifs ont progressé de 13% sur l'exercice 2013. Cette progression de 313K€ s'explique essentiellement par une baisse de la masse salariale de 135k€ (liée à des bonus exceptionnels versés en 2012 dans le cadre de l'introduction en bourse de la société) et à la progression des loyers et des honoraires (dont 125k€ liés à l'acquisition de la société OneFit).

## Note 19 : Produits et charges financiers

Produits et charges financiers (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Pertes sur équivalents de trésorerie		
Charges d'intérêts	(54)	(43)
Différence de change	(98)	(171)
<b>Total des charges financières</b>	<b>(152)</b>	<b>(214)</b>
Revenus sur équivalents de trésorerie	596	653
Produits d'intérêts		27
Différence de change	42	8
<b>Total des produits financiers</b>	<b>638</b>	<b>688</b>
<b>Total des produits et charges financiers</b>	<b>486</b>	<b>474</b>

Les produits financiers correspondent aux produits de placements sous forme de dépôts à terme des fonds levés lors de l'introduction en bourse de la société.

## Note 20 : Charge d'impôt

Selon la législation en vigueur, la société dispose des déficits fiscaux suivants :

- indéfiniment reportables en France pour un montant total de 37 982 K€.
- reportables sur 20 ans aux Etats-Unis pour un montant de 13.390 KUS\$, soit un total de 9709 K€ au 31 décembre 2013.
- reportables entre 2014 et 2033 au Canada pour un montant de 1.686 KCA\$, soit un total de 1.149 K€ au 31 décembre 2013

La base active d'imposition différée nette des différences temporaires passives n'a pas été activée par prudence, en application des principes décrits en note 3.15.

Le taux d'impôt applicable à la société est le taux en vigueur en France, soit 33,33%.

	2013	2012
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	(5 853)	(7 223)
Charge d'impôt effective		
Intérêts minoritaires		
Amortissement des écarts d'acquisition		
<b>Résultat net consolidé avant impôt, écarts d'acquisition et minoritaires</b>	<b>(5 853)</b>	<b>(7 223)</b>
<i>Taux d'impôt théorique</i>	<b>33,33%</b>	<b>33,33%</b>
Charge d'impôt théorique	(1 951)	(2 408)
<i>Décalages d'imposition :</i>		
- Autres différences permanentes	6	(5)
- Paiements en actions	375	314
- Autres produits non imposables (CIR)	(350)	(318)
- Crédits d'impôts (CICE)	(12)	
- Pertes fiscales non activées et différences temporelles	1 932	2 416
Charge d'impôt effective	-	-
<b><i>Taux d'impôt effectif</i></b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>

## Note 21 : Engagements

### 21.1. Obligations au titre des contrats de location simple

Pour son siège social, la société a un contrat de location. Les baux immobiliers sont consentis pour une durée de neuf années entières et consécutives avec la possibilité pour la société de donner congé des baux tous les trois ans uniquement.

Le montant des loyers et charges futurs s'analyse comme suit au 31 décembre 2013 :

	Total	Paiements dus par période		
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Contrats de location simple	577 359	212 864	319 136	45 359
<b>TOTAL</b>	<b>577 359</b>	<b>212 864</b>	<b>319 136</b>	<b>45 359</b>

Le montant des loyers comptabilisé en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élève à 281K€.

## Note 22 : Relations avec les parties liées

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du conseil d'administration et du comité de direction de la société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Rémunérations et avantages en nature	1 339	1 459
Paiements en actions		2 324
Honoraires de conseil	190	124
<b>Total</b>	<b>1 529</b>	<b>3 907</b>

Les modalités d'évaluation des paiements fondés sur des actions sont présentées en note 17.

## Note 23 : Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et de préférence en circulation au cours de l'exercice.

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Résultat net (en milliers d'euros)	(5 884)	(7 223)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	17 534 692	16 677 570
<b>Résultat net par action (en euros)</b>	<b>(0.34)</b>	<b>(0.43)</b>
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles	19 052 843	17 966 428

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (options de souscription d'actions) sont considérés comme antidilutifs car ils induisent une réduction de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

## Note 24 : Gestion des risques financiers

Les principaux instruments financiers de la société sont constitués de trésorerie. L'objectif de la gestion de ces instruments est de permettre le financement des activités de la société. La politique de la société est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. La société n'utilise pas d'instrument financier dérivé.

Les risques principaux auxquels la société est exposée sont le risque de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de crédit.

### *Risque de liquidité*

La trésorerie est détenue dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que dans un objectif de placement ou pour d'autres finalités. Elle est facilement convertible en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### *Risque de change*

Les filiales ont pour objet la distribution et la commercialisation des produits du groupe aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne. Dans ce cadre, elles sont financées intégralement par la maison mère avec laquelle elles ont mis en place des conventions de services et de comptes courants.

Les principaux risques de change opérationnels du groupe concernent la conversion des comptes en US\$ de EOS Imaging Inc. et en CAN\$ de EOS Image Inc. La société est ainsi exposée à la variation du taux de change € / US\$ et € / CAN\$, par l'intermédiaire de ces filiales.

L'effet d'une variation des taux de change au 31 décembre 2013 impacte de la même façon le résultat et les capitaux propres de la société, comme suit :

- une appréciation de l'euro de 10% par rapport aux dollars canadien et américain générerait une dégradation du résultat de 218 K€ ;
- une dépréciation de l'euro de 10% par rapport aux dollars canadien et américain générerait une amélioration du résultat de 218 K€.

La société n'a pas pris, à son stade de développement, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. En revanche, la société ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne la contraigne à une plus grande exposition au risque de change. La société envisagera alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

### ***Risque de crédit***

La société exerce une gestion prudente de sa trésorerie disponible. La trésorerie comprend les disponibilités et les instruments financiers courants détenus par la société (essentiellement des comptes à terme). Au 31 décembre 2013, les disponibilités détenues par la société étaient essentiellement placées dans des produits ayant une maturité inférieure à 24 mois.

Par ailleurs, le risque de crédit lié à la trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif en regard de la qualité des institutions financières co-contractantes.

Enfin le risque de crédit lié aux clients est limité compte tenu d'une partie significative dans les clients de la société d'entités publiques ou de distributeurs dont la surface financière est satisfaisante. Le risque présenté par les clients privés est maîtrisé compte tenu de solutions de financement généralement identifiées en amont auprès de sociétés de leasing.

### ***Risque de taux d'intérêt***

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt concerne principalement la trésorerie. Ceux-ci sont composés essentiellement de comptes à terme. Les variations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur la rémunération des comptes à terme dont le taux de rendement est fixe.

Au 31 décembre 2013, les dettes financières de la société ne sont pas soumises au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne le prêt à taux zéro et l'avance remboursable à taux fixe. L'autorisation de découvert de 5 millions d'euros est soumise à un risque de taux d'intérêt limité, en raison de son échéance de moins d'un an.

### ***Juste valeur***

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif, tels que les titres disponibles à la vente, est fondée sur le prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par la société sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des créances et dettes courantes est présumée avoisiner la juste valeur de ces éléments.



Note 25 : Honoraires des commissaires aux comptes

Tableau récapitulatif des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2013</b>	
	Deloitte	Fi Solutions
<b>Audit</b>		
<i>Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés</i>	50	25
- Eos Imaging SA - Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH, Onefit Medical)		
<i>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes</i>	16	
- Eos Imaging SA - Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH, Onefit Medical)		
<b>Sous Total</b>	<b>66</b>	<b>25</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>		
<i>Juridique, social, fiscal</i>		
<i>Autres</i>		
<b>Sous Total</b>		
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>25</b>

Note 26 : Evénements postérieurs à la clôture

Aucun autre évènement significatif n'est survenu depuis la clôture.

**EOS IMAGING, S.A.**

**10 rue Mercoeur – 75011 Paris**

**RCS Paris 349 694 893**

**Comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2013**

## BILAN - ACTIF

(en euros)

	31/12/2013			31/12/2012
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	1 362 370	1 140 710	221 660	195 961
Immobilisations corporelles	2 347 729	1 236 164	1 111 565	531 406
Immobilisations financières	12 512 845	7 202 035	5 310 810	284 209
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>16 222 944</b>	<b>9 578 908</b>	<b>6 644 036</b>	<b>1 011 576</b>
Stocks et encours	3 203 632	-	3 203 632	1 011 100
Avances et acomptes versés sur commandes	13 497	-	13 497	304 742
Créances clients et comptes rattachés	6 389 933	67 500	6 322 433	2 516 684
Autres créances	12 733 914	8 771 322	3 962 592	1 989 380
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	366 390
Disponibilités	20 394 590	-	20 394 590	25 927 446
Charges constatées d'avance	343 800	-	343 800	195 728
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>43 079 366</b>	<b>8 838 822</b>	<b>34 240 544</b>	<b>32 311 469</b>
Ecart de conversion Actif	336 922	-	336 922	35 502
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>59 639 232</b>	<b>18 417 730</b>	<b>41 221 502</b>	<b>33 358 547</b>

## BILAN - PASSIF

(en euros)

	31/12/2013	31/12/2012
Capital	180 059	174 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	62 014 959	58 512 589
Réserve légale	20 557	20 557
Report à nouveau	- 31 488 486	- 23 185 714
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>- 5 385 629</b>	<b>- 8 302 772</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>25 341 460</b>	<b>27 218 684</b>
Avances conditionnées	822 311	679 383
Provisions pour risques	505 873	370 105
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>505 873</b>	<b>370 105</b>
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 000 000	
Emprunts et dettes financières diverses	6 532 647	25 652
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	15 483	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 815 369	2 200 695
Dettes fiscales et sociales	1 773 284	1 412 486
Autres dettes	1 001 351	772 256
Produits constatés d'avance	276 027	204 727
<b>DETTES</b>	<b>14 414 160</b>	<b>4 615 815</b>
Ecarts de conversion Passif	137 698	474 559
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>41 221 502</b>	<b>33 358 547</b>

# COMPTE DE RÉSULTAT

(en euros)

COMPTE DE RESULTAT	31-déc.-13 <i>12 mois</i>	31-déc.-12 <i>12 mois</i>
Vente de marchandises		
Production vendue (biens)	12 321 879	7 672 904
Production vendue (services)	1 028 545	638 962
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>13 350 424</b>	<b>8 311 867</b>
Production stockée		
Production immobilisée	279 097	
Subventions d'exploitation	751 527	94 117
Reprises sur dépréciations, provisions (et amort.), Transferts de ch.	333 740	194 442
Autres produits	684 072	944 125
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>15 398 860</b>	<b>9 544 550</b>
Achats et variations de stocks de marchandises		
Achats et variations de stocks de MP et autres approvisionnements	7 751 985	4 862 440
Autres achats et charges externes	4 819 064	3 475 200
Impôts, taxes et versements assimilés	181 179	106 257
Salaires et traitements	3 988 594	3 477 745
Charges sociales	1 996 316	2 221 843
Dotations aux amortissements et dépréciations	706 559	501 348
Autres charges	497 563	272 095
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>19 941 260</b>	<b>14 916 927</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(4 542 400)</b>	<b>(5 372 377)</b>
Produits financiers	3 639 682	1 126 894
Charges financières	5 565 111	4 902 151
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(1 925 429)</b>	<b>(3 775 258)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>(6 467 829)</b>	<b>(9 147 634)</b>
Produits exceptionnels	97 919	62 862
Charges exceptionnelles	36 704	173 491
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>61 215</b>	<b>(110 629)</b>
Impôts sur les bénéfices	(1 020 985)	(955 491)
<b>RESULTAT NET</b>	<b>(5 385 629)</b>	<b>(8 302 772)</b>

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

### **Note 1 : LA SOCIÉTÉ**

Créée en 1989, la société EOS Imaging SA développe et commercialise une nouvelle modalité d'imagerie médicale à très faible dose d'irradiation, en 2D et 3D, du corps entier et en particulier du système ostéo-articulaire.

La société s'est introduite sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 15 février 2012.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 d'EOS Imaging ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 8 avril 2014.

### **Note 2 : FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE**

Le 27 novembre 2013, EOS Imaging a acquis 100% des titres de la société OneFit Médical pour 4 millions d'euros, dont 0,5 million d'euros en numéraire et 3,5 millions d'euros par l'émission au bénéfice de OneFit Médical de 603 449 ABSA d'EOS Imaging.

Le protocole d'acquisition prévoit une clause de complément de prix de 1 million d'euros, lié à la réalisation d'objectifs réglementaires et de chiffre d'affaires, qui sera versé à OneFit Médical sous la forme d'attribution de 1 810 347 BSA permettant de souscrire 172 416 nouvelles actions d'EOS Imaging.

Les titres de participation de OneFit Medical sont comptabilisés pour une valeur de 5 millions d'euros, qui inclut la totalité du complément de prix. Cette valorisation a un caractère provisoire et pourra être ajustée en fonction de la réalisation des objectifs décrits dans la clause de complément de prix.

## **Note 3 : PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES**

### ***Principes généraux***

Tous les montants sont exprimés en euros, sauf mention contraire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### ***Méthodes comptables***

#### **Immobilisations incorporelles**

Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ils sont amortis linéairement sur une période de 1 an.

Les coûts relatifs aux dépôts de brevets en cours de validité, engagés par la société jusqu'à l'obtention de ces derniers, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Ils sont amortis linéairement sur une période de 5 ans.

#### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les rénovations et les aménagements majeurs sont immobilisés, les frais de réparation, de maintenance et les coûts des autres travaux de rénovation sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les agencements de biens loués sont amortis sur la durée la plus courte de leur durée de vie propre ou de la durée du contrat de location.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges de l'exercice. La production immobilisée, le cas échéant, concerne des matériels destinés à la réalisation de tests.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

▪ Matériel industriel et de laboratoire	4 ans
▪ Installations agencements	10 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 ans
▪ Mobilier de bureau	5 ans

Les actifs immobilisés corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas d'immobilisations significatives susceptibles de donner lieu à une approche par composants.

### **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières correspondent aux éléments suivants :

- Titres de participations
- Titres d'autocontrôle
- Dépôts de garantie

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. En cas de clause de complément de prix, la valeur brute des titres attachée au complément de prix appréciée à la clôture revêt un caractère provisoire, la société retenant à la date d'arrêt des comptes la meilleure estimation du complément de prix à verser. Le complément de prix est à l'actif en contrepartie du poste dettes sur immobilisations.

A la clôture de l'exercice la valeur des titres est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire correspond pour les titres de participations à la valeur d'usage déterminée en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise et pour les actions propres au cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice.

Depuis 2011, la société constate un écart de conversion sur les créances rattachées aux participations considérant que la créance présente au bilan était remboursable en devises.

### **Stocks**

Au 31 décembre 2013, les stocks sont composés de composants, d'en cours de production, et d'équipements EOS pour une valeur de 3.204 K€.

Les stocks de produits finis sont suivis selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée, le cas échéant, pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de réalisation, déduction faite des frais commerciaux de vente.



## **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti. Les plus-values latentes sont réintégrées fiscalement.

## **Opérations en devise**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce cours est portée en " écart de conversion ".

En l'absence de couverture de change, les écarts de conversion actifs (pertes de change latentes) non compensées font l'objet d'une provision pour risques. Les profits de change latents ne sont pas comptabilisés conformément au principe de prudence, mais sont réintégrés fiscalement.

## **Provision pour risques**

Des provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux risques et charges en cours. La politique de la Société en matière de provisions sur litiges et contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les risques financiers de chaque litige et des possibilités qui lui sont associées.

Les ventes sont assorties d'une période de garantie d'un an ou plus. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts sont basés sur l'analyse des données historiques. La provision pour garantie correspond au coût de maintenance des équipements sous garantie, plafonnée à un an de garantie et pour la période restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

## **Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de la société résulte de la vente d'équipements d'imagerie médicale et des services associés.

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens vendus dans le cadre habituel des activités de la société. Le chiffre d'affaires figure net de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de produits, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

La société comptabilise des produits lorsque le montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront à la société et que les critères spécifiques sont remplis pour l'activité de la société.

Pour les ventes d'équipements, le chiffre d'affaires est constaté lors du transfert à l'acheteur de la propriété et du risque, précisé dans chaque contrat, et qui selon les cas se situe à l'expédition, à la livraison ou à l'installation de l'équipement.

Une garantie est attachée à chaque vente d'équipement. Seuls les revenus relatifs à la période de garantie excédant un an sont différés pour être reconnus en produits sur la période concernée, la garantie inférieure ou égale à un an n'étant pas vendue séparément de l'équipement.

### **Autres produits d'exploitations**

La société perçoit, en raison de son caractère innovant, des aides et subventions de l'Etat ou des collectivités publiques destinées à financer le fonctionnement ou des recrutements spécifiques. Les subventions sont comptabilisées au fur et à mesure de l'engagement des charges associées, indépendamment des encaissements.

### **Impôt sur les bénéfices**

Le Crédit d'impôt Recherche est reconnu en minoration de l'impôt sur les sociétés.

### **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

## Transaction avec des parties liées

	Entreprises liées
Immobilisations financières	12 202 034
Clients	
Autres créances	8 771 322
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b><i>Charges financières</i></b>	
Dividendes	
Intérêts	41 804
<b><i>Produits financiers</i></b>	
Dividendes	
Intérêts	

## Note 4 : NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

L'évolution des immobilisations s'analyse comme suit :

	31-déc.-12	Acquisitions	Cessions / Diminution	31-déc.-13
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels	1 250 845	111 525		1 362 370
	<b>1 250 845</b>	<b>111 525</b>		<b>1 362 370</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations et agencements	464 079	170 537		634 616
Matériel et outillage industriel	687 433	572 224		1 259 658
Matériel et mobilier de bureau et informatique	351 740	57 954		409 694
Immobilisations corporelles en cours	23 584	20 178		43 762
	<b>1 526 836</b>	<b>820 893</b>		<b>2 347 729</b>
<b>TOTAL Brut</b>	<b>2 777 682</b>	<b>932 418</b>		<b>3 710 099</b>

L'évolution des amortissements et la valeur nette des immobilisations qui en résulte s'analysent comme suit :

Dépréciations	31 décembre 2012	Dotations	Diminutions	31 décembre 2013
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Logiciels	1 054 885	85 825		1 140 710
	<b>1 054 885</b>	<b>85 825</b>	-	<b>1 140 710</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations et agencements	244 907	47 903		292 810
Matériel et outillage industriel	461 646	147 487		609 133
Matériel et mobilier de bureau et informatique	288 876	45 344		334 220
Autres immobilisations corporelles	<b>995 430</b>	<b>240 734</b>	-	<b>1 236 164</b>
<b>Total dépréciations</b>	<b>2 050 315</b>	<b>326 559</b>	-	<b>2 376 874</b>

Valuer nette	31 décembre 2012	Dotations	Diminutions	31 décembre 2013
<b>Immobilisations incorporelles</b>	195 961	25 700	-	221 660
<b>Immobilisations corporelles</b>	531 406	580 159	-	1 111 565
<b>Total dépréciations</b>	<b>727 367</b>	<b>605 859</b>	-	<b>1 333 226</b>

## IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Valaurs brutes	31/12/2012	Acquisitions	Cessions / Diminution	31/12/2013
Titres de participation	25 072	5 000 000		5 025 072
Créances rattachées à des participations	7 644 808	-	- 467 846	7 176 962
Actions propres	226 195	313 050	- 304 666	234 579
Prêts	-	-		-
Dépôts et cautionnements	58 013	18 217		76 231
Autres créances immobilisées	-	-		-
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>7 954 089</b>	<b>5 331 267</b>	<b>- 772 512</b>	<b>12 512 845</b>

Dépréciations	31/12/2012	Dotations	Diminutions	31/12/2013
Titres de participation	25 072	-		25 072
Créances rattachées à des participations	7 644 808	- 467 846		7 176 962
Autres titres immobilisés	-	-		-
Actions propres	-	-		-
Prêts	-	-		-
Dépôts et cautionnements	-	-		-
<b>Total dépréciations</b>	<b>7 669 881</b>	<b>- 467 846</b>	<b>-</b>	<b>7 202 035</b>
<b>Immobilisations financières nettes</b>	<b>284 209</b>	<b>5 799 114</b>	<b>- 772 512</b>	<b>5 310 810</b>

Comme indiqué en faits caractéristiques de l'exercice, EOS Imaging a acquis le 27 novembre 2013 100% des titres de la société OneFit Médical pour 4 millions d'euros, dont 0,5 million d'euros en numéraire et 3,5 millions d'euros par l'émission au bénéfice de OneFit Médical de 603 449 ABSA d'EOS Imaging.

Le protocole d'acquisition prévoit une clause de complément de prix de 1 million d'euros, lié à la réalisation d'objectifs réglementaires et de chiffre d'affaires, qui sera versé à OneFit Médical sous la forme d'attribution de 1 810 347 BSA permettant de souscrire 172 416 nouvelles actions d'EOS Imaging.

Les titres de participation de OneFit Medical sont valorisés à hauteur de 5 millions d'euros, incluant la totalité du complément de prix. Cette valorisation a un caractère provisoire et pourra être ajustée en fonction de la réalisation des objectifs précisés dans la clause de complément de prix

Au 31 décembre 2013, les immobilisations financières sont principalement constituées de créances rattachées aux participations dans les filiales de la société :

- EOS imaging Inc. : basée aux Etats-Unis, EOS imaging Inc est une société de droit américain au capital de \$1 dont le siège social est au 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.

- EOS imaging GmbH : basée en Allemagne, EOS imaging GmbH est une société de droit allemand au capital de 25 000 euros, dont le siège social est au Theodor-Stern- Kai 1, 60596 Frankfurt am Main.
- EOS image, Inc : basée au Canada, EOS image Inc est une société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, dont le siège social est situé 3630 Montée Saint Hubert, à Montréal, Québec, Canada.
- OneFit Medical : société par actions simplifiée française au capital de 115.714 euros dont le siège social est situé 18 rue Alain Savary à Besançon (25000), immatriculée au Registre du Commerce des Sociétés de Besançon sous le numéro 534 162 219.

Au 31 décembre 2013, la société détient 38 046 actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité qui s'est traduit par l'acquisition de 1 430 682 titres et la cession de 1 446 492 titres au cours de l'exercice, générant une plus-value nette de 60 K€ sur la période.

**Tableau des filiales et participations (en milliers d'euros)**

Filiales et participations	Désignation Filiales	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue	Valeur comparable des titres détenus		Prêt et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brute	Nette					
En milliers d'euros											
<b>Renseignements détaillés concernant les filiales et participations</b>											
<i>Filiales (plus de 50 % du capital détenu):</i>											
	EOS Image Inc		(1 345)	100%			2 087		978	(212)	
	EOS Imaging Inc		(10 088)	100%			13 013		3 942	(1 971)	
	EOS Imaging GmbH	25	(226)	100%	25		849		910	(79)	
	OneFit	116	(315)	100%	5 000	5 000			482 *	(190)	

(\*) : dont 198K€ comptabilisés dans les comptes consolidés 2013 d'EOS iamging.

**TABLEAU DES DEPRECIATIONS**

	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	7 669 881		467 846	7 202 035
Stocks				
Créances clients	67 500			67 500
Autres créances	5 760 563	3 010 759		8 771 322
Valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL</b>	<b>13 497 944</b>	<b>3 010 759</b>	<b>467 846</b>	<b>16 040 857</b>

dont exploitation

dont financier

3 010 759

467 846

Les titres et créances rattachées aux participations ont été dépréciés en totalité à l'exception des titres de OneFit Medical valorisés au 31 décembre 2013 à hauteur de 5 millions d'euros.

### *ETAT DES CREANCES*

La ventilation et l'échéance des créances se présentent comme suit :

		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<i>De l'actif immobilisé</i>	Créances rattachées à des participations	7 176 962		7 176 962
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	76 231		76 231
<i>De l'actif circulant</i>	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	6 389 933	6 389 933	
	Personnel et comptes rattachés	141	141	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 450	14 450	
	Etat - Impôts sur les bénéfices	2 012 427	2 012 427	
	Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	549 041	549 041	
	Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Etat - Divers			
	Groupe et associés	8 771 322		8 771 322
	Débiteurs divers	1 386 534	1 386 534	
Charges constatées d'avance		343 800	343 800	
<b>TOTAL</b>		<b>26 720 840</b>	<b>10 696 325</b>	<b>16 024 515</b>

### ***PRODUITS A RECEVOIR***

Les produits à recevoir se décomposent comme suit :

	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
<b>Créances clients</b>		
Factures à établir	142 632	53 170
<b>Créances fiscales et sociales</b>		
Etat - Produits à recevoir	2 012 427	955 491
<b>Autres créances</b>		
Intérêts sur dépôt à terme bancaire	1 036 350	624 558
Fournisseurs - avoirs à recevoir	240 923	177 547
Subventions à recevoir	465 189	449 960
<b>TOTAL</b>	<b>3 897 521</b>	<b>2 260 726</b>

### ***DISPONIBILITES***

Les disponibilités sont essentiellement composées d'un compte à terme d'un montant de 18 millions d'euros, d'intérêts à recevoir sur ce compte à terme pour un montant de 1 036K€ et de valeurs mobilières de placements d'un montant de 218K€, correspondant aux disponibilités résultant de la mise en œuvre d'un contrat de liquidité.

### ***CHARGES CONSTATEES D'AVANCE***

Les charges constatées d'avance ont toutes un caractère d'exploitation et s'analysent comme suit :

	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Achats de matières et marchandises	99 298	6 837
Charges externes	244 502	147 890
<b>TOTAL</b>	<b>343 800</b>	<b>154 727</b>



## ETAT DES DETTES

La ventilation et l'échéance des dettes se présentent comme suit :

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 000 000		1 000 000	
<i>Emprunts et dettes auprès étab. crédits</i>				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	6 500 000	5 000 000	1 500 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 815 364	3 815 364		
Personnel et comptes rattachés	727 044	727 044		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	699 140	699 140		
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	210 345	210 345		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	136 755	136 755		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	25 652	25 652		
Autres dettes	1 001 351	1 001 351		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	276 027	276 027		
<b>TOTAL</b>	<b>14 391 678</b>	<b>11 891 678</b>	<b>2 500 000</b>	
Emprunts souscrits en cours de l'exercice	6 500 000			
Emprunts remboursés au cours de l'exercice	-			

Les emprunts et dettes financières divers incluent :

- Un prêt à taux zéro de 1,5 million d'euros accordé par la BPI au titre de l'aide au développement de nouvelles fonctionnalités de l'équipement EOS;
- Une ligne de crédit de 5 millions d'euros;

Ces deux emprunts ont été contractés en totalité sur l'exercice. Aucun remboursement d'emprunt n'a été comptabilisé sur l'exercice.

## **CHARGES A PAYER**

Les charges à payer s'analysent comme suit :

	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits</b>		
Intérêts courus	7 000	
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>		
Intérêts courus		
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>		
Factures non parvenues	1 728 132	1 001 461
Autres charges à payer	60 000	58 750
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		
Indemnités de congés payés et primes à payer	727 044	778 504
Charges sociales à payer	343 665	463 161
Impôts et taxes à payer	126 103	99 843
<b>Autres dettes</b>		
Clients - avoirs à établir		
Autres charges à payer		
<b>TOTAL</b>	<b>2 991 944</b>	<b>2 401 719</b>

## **PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

Les produits constatés d'avance s'analysent comme suit :

<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Vente de maintenance	276 027	204 727
<b>TOTAL</b>	<b>276 027</b>	<b>204 727</b>

## CAPITAUX PROPRES

### ▪ Evolution des capitaux propres

	Capital Social	Prime d'émission et d'apport	Réserve légale	RAN	Résultat	TOTAL
Capitaux propres au 31/12/12	174 024	58 512 589	20 557	(23 185 714)	(8 302 772)	27 218 684
Affectation du résultat de l'exercice 2012				(8 302 772)	8 302 772	
Augmentation de capital 27/11/2013	6 034	3 493 970				3 500 004
Emission de BSA le 15/03/2013		8 400				8 400
Résultat de l'exercice 2012					(5 385 629)	(5 385 629)
Capitaux propres au 31/12/13	180 059	62 014 959	20 557	(31 488 486)	(5 385 629)	25 341 460

### ▪ Composition du capital social

Au 31 décembre 2013, le capital social s'établit à 180.059 euros. Il est divisé en 18 005 878 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,01 €.

### ▪ Options

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du même jour a octroyé 360.000 actions gratuites à un membre de la direction.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 21 septembre 2012 a accordé 376 916 stock-options aux salariés du groupe.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale à caractère mixte du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 31 décembre 2012 a émis 270.000 bons de souscription autonomes au profit d'administrateurs; ces BSA donnant droit d'acheter une action ordinaire au prix de 4,24 euros. Au 31 décembre 2013, 40 000 BSA ont été souscrits, la date limite de souscription étant le 30 juin 2013.

Au 31 décembre 2013, la société a émis les options suivantes :

Type	Date d'octroi	Prix d'exercice	En cours au 31.12.2013
SO 2009	07/07/2009	1.00 €	478 889
SO 2010	06/07/2010	1.00 €	326 125
SO 2010	20/05/2011	1.00 €	48 375
Actions gratuites	15/02/2012		360 000
SO 2012	21/09/2012	4.07 €	306 316
BSA	31/12/2012	4.24 €	40 000
			<b>1 605 430</b>

## **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

	<b>Provisions au début de l'exercice</b>	<b>Augmentations : dotations de l'exercice</b>	<b>Diminutions : reprises utilisées</b>	<b>Diminutions : reprises non utilisées</b>	<b>Provisions à la fin de l'exercice</b>
Provisions pour garantie	348 750	302 500	147 500		503 750
Provisions pour perte de change	21 355		19 232		2 123
<b>TOTAL</b>	<b>370 105</b>	<b>302 500</b>	<b>166 732</b>		<b>505 873</b>

*dont exploitation*

302 500

147 500

*dont financier*

19 232

## **AVANCES CONDITIONNEES**

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation Stratégique Industrielle, la société bénéficie d'une avance remboursable accordée par OSEO en juillet 2009, d'un montant maximum de 1.275 K€.

Au 31 décembre 2012, les versements réalisés s'élèvent à 822 K€.

Les remboursements seront effectués en fonction des résultats d'exploitation de la société, à savoir 0,5% du chiffre d'affaires réalisé sur la vente des produits issus du projet, à compter de l'année suivant l'atteinte d'un chiffre d'affaires cumulé de 30 M€, puis de 0,75% dès l'atteinte d'un chiffre d'affaire cumulé de 50 M€. L'avance sera considérée comme intégralement remboursée lorsque le total des versements effectués actualisé au taux de 4,47% atteindra le montant total actualisé au même taux de l'aide versée.

## VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	2013			2012
	France	Export	Total	
Production vendue de biens	4 666 990	7 654 889	12 321 879	7 672 904
Prestations de services	672 321	356 224	1 028 545	638 962
<b>TOTAL</b>	<b>5 339 311</b>	<b>8 011 113</b>	<b>13 350 424</b>	<b>8 311 866</b>

## DEPENSES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La société a poursuivi le développement de nouvelles fonctionnalités de l'équipement EOS et d'applications associées. Les frais de recherche et développement se sont élevés à 2.946 K€ en 2013 contre 2.141 K€ en 2012. Ces coûts sont comptabilisés pour leur totalité en charges de la période.

## DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS – TRANSFERTS DE CHARGES

	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Situation en fin d'exercice
Dépréciations	13 497 944	5 491 747	2 948 834	16 040 857
Provisions pour risques et charges	370 105	380 000	166 732	583 373
<b>Sous-Total</b>	<b>13 868 049</b>	<b>5 871 747</b>	<b>3 115 566</b>	<b>16 624 230</b>
Amortissements	2 050 315	326 559		2 376 874
<b>TOTAL</b>		<b>6 198 306</b>	<b>3 115 566</b>	

*dont exploitation*

706 559

147 500

*dont financier*

5 491 747

2 968 066

**RESULTAT FINANCIER**

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Produits financiers</b>		
Revenus des créances rattachées à des participations	41 804	35 407
Autres intérêts et produits assimilés	595 596	681 874
Résultat de change	34 215	7 622
Reprise provision	2 968 066	401 991
<i>Sous-total</i>	<i>3 639 682</i>	<i>1 126 894</i>
<b>Charges financières</b>		
Intérêts et charges assimilées	17 355	11 357
Résultat de change	56 009	16 754
Provision pour dépréciation et provisions	5 491 747	4 874 040
<i>Sous-total</i>	<i>5 565 111</i>	<i>4 902 152</i>
<b>TOTAL</b>	<b>(1 925 429)</b>	<b>(3 775 258)</b>

**RESULTAT EXCEPTIONNEL**

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Cession d'actifs immobilisés	97 919	62 862
<i>Sous-total</i>	<i>97 919</i>	<i>62 862</i>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Cession d'actifs immobilisés	35 734	173 158
Divers	970	333
<i>Sous-total</i>	<i>36 704</i>	<i>173 491</i>
<b>TOTAL</b>	<b>61 215</b>	<b>(110 629)</b>

Les charges et produits sur cession d'actifs immobilisés concernent les actions propres.

## **Note 5 : AUTRES INFORMATIONS**

### ***FISCALITE LATENTE OU DIFFEREE***

Au 31 décembre 2013, le montant total des déficits reportables s'élève à 37 906 milliers d'euros et comprend 4 547 milliers d'euros de déficit fiscal de la période.

### ***EFFECTIF MOYEN***

L'effectif moyen se décompose comme suit :

<b>Personnel salarié</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Cadres	51	42
Non cadres	7	5
<b>TOTAL</b>	<b>58</b>	<b>47</b>

### ***ENGAGEMENTS HORS BILAN***

- ***Indemnités de fin de carrière***

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chacun des salariés présents à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite. Le montant des engagements est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées qui est une méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière. Cette méthode consiste à calculer le montant des droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits.

Les hypothèses de détermination des indemnités de fin de carrière (IFC) ont donc été déterminées comme suit :

	Hypothèses 2012	Hypothèses 2013
Modalités de départ à la retraite	- Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans.	- Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans.
Application d'un taux de charges sociales	52 %	48 %
Taux d'actualisation	2,80%	3,40%
Tables de mortalité	Tables INSEE 2007-2009	Tables INSEE 2007-2009
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	3%	3%
Taux de rotation	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante	Taux moyen de 12%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante

Au 31 décembre 2013 le montant des engagements au titre des indemnités de fin de carrière s'élève à 180 K€.

▪ **Obligations au titre des contrats de location simple**

Pour son siège social, la société a un contrat de location. Les baux immobiliers sont consentis pour une durée de neuf années entières et consécutives avec la possibilité pour la société de donner congé des baux tous les trois ans uniquement.

Le montant des loyers et charges futurs s'analyse comme suit au 31 décembre 2013 :

	Total	Paiements dus par période		
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Contrats de location simple	577 359	212 864	319 136	45 359
<b>TOTAL</b>	<b>577 359</b>	<b>212 864</b>	<b>319 136</b>	<b>45 359</b>

Le montant des loyers comptabilisé en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élève à 270 K€.



- ***Droit individuel à la formation***

Au 31 décembre 2013, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du D.I.F par les salariés de la société s'élève à 3 256 heures.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs ou qui pourraient le devenir dans le futur.

## ***RISQUE DE MARCHE***

### ***Risque de liquidité***

La trésorerie est détenue dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que dans un objectif de placement ou pour d'autres finalités. Elle est facilement convertible en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### ***Risque de change***

Les filiales ont pour objet la distribution et la commercialisation des produits du groupe aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne. Dans ce cadre, elles sont financées intégralement par la maison mère avec laquelle elles ont mis en place des conventions de services et de comptes courants.

Les principaux risques de change opérationnels du groupe concernent la conversion des comptes en US\$ de EOS Imaging Inc. et en CAN\$ de EOS Image Inc. La société est ainsi exposée à la variation du taux de change € / US\$ et € / CAN\$, par l'intermédiaire de ces filiales.

La société n'a pas pris, à son stade de développement, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. En revanche, la société ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne la contraigne à une plus grande exposition au risque de change. La société envisagera alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

### ***Risque de crédit***

La société exerce une gestion prudente de sa trésorerie disponible. La trésorerie comprend les disponibilités et les instruments financiers courants détenus par la société (essentiellement des comptes à terme). Au 31 décembre 2013, les disponibilités détenues par la société étaient essentiellement placées dans des produits ayant une maturité inférieure à 24 mois.

Par ailleurs, le risque de crédit lié à la trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif en regard de la qualité des institutions financières co-contractantes.

Enfin le risque de crédit lié aux clients est limité compte tenu d'une partie significative dans les clients de la société d'entités publiques ou de distributeurs dont la surface financière est satisfaisante. Le risque présenté par les clients privés est maîtrisé compte tenu de solutions de financement généralement identifiées en amont auprès de sociétés de leasing.

### ***Risque de taux d'intérêt***

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt concerne principalement la trésorerie. Ceux-ci sont composés essentiellement de comptes à terme. Les variations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur la rémunération des comptes à terme dont le taux de rendement est fixe.

Au 31 décembre 2013, les dettes financières de la société ne sont pas soumises au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne le prêt à taux zéro et l'avance remboursable à taux fixe. L'autorisation de découvert de 5 millions d'euros est soumise à un risque de taux d'intérêt limité, en raison de son échéance de moins d'un an.

**REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2013 aux organes de direction de la société est de 365 milliers d'euros.

Monsieur Hervé Legrand a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué à compter du 8 juillet 2013. Par conséquent, les rémunérations présentées dans le tableau ci-dessous concernent les rémunérations versées du 1<sup>er</sup> janvier au 8 juillet 2013.

		<b>2012</b>	<b>2013</b>
Marie Meynadier	Rémunération fixe versée	161 535 €	166 381 €
	Avantage en nature	13 680 €	13 020 €
	Rémunération variable versée	91 291 €	73 710 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>266 506 €</b>	<b>253 111 €</b>
	Nbre d'AGA attribuées	360 000	
	<b>Juste valeur des AGA attribuées</b>	<b>1 854 000 €</b>	- €
Hervé Legrand	Rémunération fixe versée	172 550 €	64 563 €
	Avantage en nature		4 517 €
	Rémunération variable versée	14 360 €	47 461 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>186 910 €</b>	<b>116 541 €</b>
	Nbre de SO attribuées	37 648	
	<b>Juste valeur des SO attribuées</b>	<b>60 613 €</b>	- €

## HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés au titre de l'exercice 2013 est de 91 milliers d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2013</b>	
	Deloitte	Fi Solutions
<b>Audit</b>		
<i>Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels et consolidés</i> - Eos Imaging SA - Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH, Onefit Medical)	50	25
<i>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes</i> - Eos Imaging SA - Filiales intégrées globalement (Eos Imaging Inc, Eos Image Inc, Eos Imaging GmbH, Onefit Medical)	16	
<b>Sous Total</b>	<b>66</b>	<b>25</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>		
<i>Juridique, social, fiscal</i> <i>Autres</i>		
<b>Sous Total</b>		
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>25</b>

## EVENEMENTS POSTERIEURS

Aucun autre évènement significatif n'est survenu depuis la clôture.

Fi.Solutions  
8, rue Bayen  
75017 Paris

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **EOS Imaging**

Société Anonyme

10, rue Mercœur  
75011 Paris

---

### **Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2013

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EOS Imaging, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 3.6.1 « Frais de recherche et développement » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de comptabilisation à l'actif des frais de développement ainsi que les hypothèses retenues pour déterminer leur durée d'amortissement et leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que les notes 5 et 18.3 de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- La note 3.13 « Paiements fondés sur des actions » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation et la comptabilisation de plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres attribués aux salariés et au bénéfice d'administrateurs. Nous avons examiné les hypothèses retenues permettant de déterminer la juste valeur des instruments attribués ainsi que les modalités de comptabilisation et nous sommes assurés que les notes 11.3, 16 et 17 de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 9 avril 2014

Les Commissaires aux comptes

Fi.Solutions

Deloitte & Associés

Jean-Marc PETIT

Fabien BROVEDANI

Fi.Solutions  
8, rue Bayen  
75017 Paris

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **EOS Imaging**

Société Anonyme

10, rue Mercœur  
75011 Paris

---

### **Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2013

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EOS Imaging, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.



## **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : la société évalue annuellement la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières et participations selon les modalités décrites dans la note 3.2.3 « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons, dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation et les hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que les notes 2 et 3 de l'annexe aux comptes annuels donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 9 avril 2014

Les Commissaires aux comptes

Fi.Solutions

Deloitte & Associés

Jean-Marc PETIT

Fabien BROVEDANI

## **EOS Imaging**

Société Anonyme

10, rue Mercoeur  
75011 Paris

---

**Rapport de l'un des Commissaires aux comptes,  
désigné organisme tiers indépendant, sur les  
informations sociales, environnementales et  
sociétales consolidées figurant dans le rapport de  
gestion**

Exercice clos le 31 décembre 2013

# **EOS Imaging**

Société Anonyme

10, rue Mercoeur  
75011 Paris

---

## **Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion**

Exercice clos le 31 décembre 2013

---

Aux actionnaires,

En notre qualité de l'un des Commissaires aux comptes de la société EOS Imaging SA désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1048<sup>1</sup>, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2013, présentées dans le rapport de gestion intégré dans le rapport annuel (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce.

### **Responsabilité de la société**

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément à la note méthodologique rédigée par la société (ci-après le « Référentiel »), qui figure dans le rapport de gestion.

### **Indépendance et contrôle qualité**

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

---

<sup>1</sup>dont la portée est disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

## **Responsabilité du Commissaire aux comptes**

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 4 personnes entre janvier 2014 et avril 2014 pour une durée d'environ 2 semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000<sup>2</sup>.

### **1. Attestation de présence des Informations RSE**

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au premier paragraphe du chapitre Responsabilité sociale, environnementale et sociétale du rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux et compte-tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

---

<sup>2</sup> Assurance Engagements Other Than Audits or Reviews of Historical Financial Information

## 2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

### *Nature et étendue des travaux*

Nous avons mené 3 entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes<sup>3</sup> :

<sup>3</sup> Informations quantitatives sociales :

- Effectif total au 31 décembre, effectif moyen par genre et par tranches d'âges
- Nombre d'entrées et répartition CDI/CDD
- Nombre de départs et répartition par motif (licenciements, ruptures conventionnelles, démissions, retraites/préretraites et autres)
- Pourcentage de l'effectif à temps partiel
- Taux d'absentéisme total et par motif d'absence (maladie, accident de travail et de trajet, maternité/paternité/adoption, autres absences, absences non rémunérées)
- Nombre d'accidents du travail et de trajet
- Nombre de maladies professionnelles déclarées
- Nombre d'heures de formation total et répartition cadres / techniciens
- Pourcentage de femmes parmi le personnel cadre
- Effectif moyen par nationalité
- Nombre de nationalités représentées
- Nombre de salariés handicapés

Informations quantitatives environnementales :

- Consommation d'électricité
- Consommation de papier
- Emissions de CO<sub>2</sub>

Informations quantitatives sociétales :

- Part que représentent les achats et la sous-traitance par rapport au chiffre d'affaires

Informations qualitatives :

- Santé et sécurité
- Egalité de traitement
- Pollution et gestion des déchets
- Sous-traitance et fournisseurs
- Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité
- Loyauté des pratiques

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'EOS France, que nous avons sélectionnée en fonction de son activité, de sa contribution aux indicateurs consolidés, de son implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'entité ainsi sélectionnée représente entre 50% et 100% des informations sociales et 100% des informations quantitatives environnementales.

Pour les autres informations RSE, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

### ***Conclusion***

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Neuilly-sur-Seine, le 9 avril 2014

L'un des Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Fabien BROVEDANI